BI-HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ACTION SOCIALE PARAISSANT AU CONGO-BRAZZAVILLE

LA SEMAINE AFRICAINE

67ème année

www.lasemaineafricaine.net

N° 3902 du Mardi 30 Juillet 2019 - 67e Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 -
- CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro -Tél.: (+ 242) 06 579.39.75 - 04.105.20.77 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

ASSEMBLEE NATIONALE

«Il n'y aura pas de réduction de la masse salariale», affirme Clément Mouamba

(P.3)

OPPOSITION

«On tourne en rond!»

Pendant la conférence de presse (P.3)

CUBA

Le cardinal Ortega rappelé à Dieu

Le cardinal Jaime Ortega y Alamino (P.10)

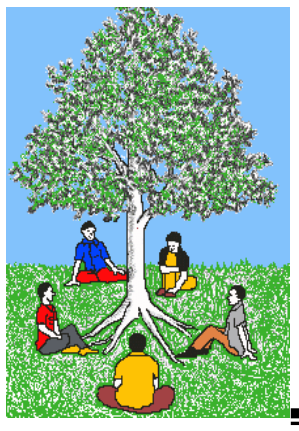
CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE (CNSS)

La Direction départementale de la Cuvette et de la Cuvette-Ouest dotée d'un siège moderne à Makoua

(P.15)

Editorial

100 pour 100?



ASSOCIATION POUR L'APPUI AUX INITIATIVES
DE SANTE COMMUNAUTAIRE
ASSOCIATION POUR LE MARKETING SOCIAL AU CONGO (AAISC/AMSCO)
Siège Social: 172, rue SOWETO quartier Télévision Makélékélé Brazzaville
Tél. : (242) 06 663 42 04/ 06 958 93 85 Email : aaisc@yahoo.fr B.P. : 1350
République du Congo

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

1. Contexte

Le Projet de Prévention du VIH/Sida en Afrique Centrale (PPSAC) est le fruit de la coopération entre la Communauté Economique et Monétaire de l´Afrique Centrale (CEMAC) et le Gouvernement de la République Fédérale d´Allemagne, qui ont mandaté respectivement l´Organisation de Coordination pour la lutte contre les Endémies en Afrique Centrale (OCEAC) et la KfW (Banque Allemande de Développement) pour sa concrétisation. L´OCEAC est l'agence d´exécution de la CEMAC, pour les questions de santé dans la sous-région et est basée à Yaoundé au Cameroun.
Le PPSAC a pour objectif principal d´assurer une meilleure disponibilité des préservatifs et un changement positif des comportements des groupes cibles en vue de contribuer à la réduction de la propagation du VIH/Sida et des méfaits de la stigmatisation et de la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH (PvVIH).
Plus spécifiquement, le projet va contribuer à améliorer l'approvisionnement en préservatifs de meilleure qualité à un prix subventionné, la connaissance, l'attitude et le comportement de la population pour une prévention efficace.
Au plan opérationnel, un contrat de prestation de service a été signé le 1er octobre 2018 entre l'OCEAC et l'Association pour l'Appui aux Initiatives de Santé Communautaire et Agence de Marketing Social au Congo (AAISC/AMSCO) pour la mise en œuvre des activités de la phase V du PPSAC au Congo.
Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de ses activités, l'AAISC/AMSCO procède au renforcement de sa force de vente en ressource humaine pour les postes ci-après :

Titre des postes	Type de contrat	Nombre de poste	Durée du contrat	Lieux d'affectation
Responsable distribution/vente	CDI	01		Brazzaville
Promoteurs vendeurs	Prestation des services	04	05 mois	Brazzaville
				Dolisie (Niari)
				Ngo (Plateau)

2. Description des responsabilités

* Responsable Distribution - Vente
Sous la supervision du Directeur Marketing, le Responsable distribution/vente, sera chargé de

a) Missions :
• Définir et cordonner les stratégies de distribution vente ;
• Mettre en œuvre et superviser les activités de distribution /vente ;
• Fixer les objectifs et les axes prioritaires de distribution
• Accroitre le niveau de vente et le maintenir en augmentation ;
• Participer à la définition de la politique de distribution/vente, à partir de la stratégie de AAISC/AMSCO
• Diriger et accompagner l'équipe de la force de vente de AAISC/AMSCO
• Suivre et être attentif aux évolutions du marché et aux offres de la concurrence afin d'adapter en permanence les stratégies de AAISC/AMSCO

b) Tâches :
• Mettre en place, étendre, renforcer et assurer la pérennisation du réseau de vente de produits AAISC/AMSCO ;
• Participer aux réunions de planification et d'information de la Direction Exécutive;
• Elaborer les plans de travail de sa section ;
• Participer à l'élaboration des plans de travail sur la base du plan d'activités AAISC/AMSCO ;
• Identifier de nouvelles opportunités de distribution (nouveaux canaux) et dégager une stratégie de pénétration ;
• Assurer une bonne gestion des stocks des magasins centraux (Brazzaville et Pointe-Noire) et départementaux ;
• Assurer le suivi de la saisie des stocks et des ventes dans le logiciel GESCOM;
• Suivre les transferts de stocks des magasins centraux vers les magasins départementaux ;
• Assurer les inventaires théoriques et physiques des stocks en relation avec l'Unité de gestion Comptable et administrative ;
• Prospecter les clients de AAISC/AMSCO ;
• Superviser le fonctionnement du réseau de distribution ;
• Assister le Directeur Marketing à la fixation des objectifs au niveau du réseau de distribution et des activités de vente ;
• Proposer les distributeurs et clients à approvisionner directement par AAISC/AMSCO et actualiser la liste des distributeurs agréés ;
• Contrôler la base de données des vendeurs des produits de AAISC/AMSCO ;
• Maintenir un climat de confiance et de crédibilité avec tous les distributeurs ;
• Planifier, organiser et veiller aux résultats des missions de vente et de prospection ;
• Organiser et effectuer des missions de suivi et de prospection sur le terrain ;
• Contrôler les programmes d'activités mensuelles et la gestion financière de son assistant et des vendeurs ;
• Faire les rapprochements mensuels des stocks, des ventes, des recettes en relation avec l'Unité de Gestion Comptable et Administrative ;
• Assurer la formation des vendeurs ;
• Collecter, analyser et soumettre à son superviseur les données commerciales pertinentes ;
• Assurer des rencontres périodiques avec la force de vente ;
• Entreprendre des actions correctives en fonction des résultats de suivi et de la recherche ;
• Evaluer le personnel placé sous son autorité ;
• Exécuter tout autre tâche assignée par ses superviseurs hiérarchiques selon ses compétences et/ ou dans le cadre de ses fonctions.

* Promoteurs -Vendeur

Sous la supervision du Responsable distribution/vente, le Promoteur-vendeur sera chargé de :

a) Missions :
• Faire le suivi du réseau de distribution ;
• Veiller aux conditions élémentaires de stockage des préservatifs au niveau des clients ;
• Assurer la distribution/vente des préservatifs et des autres produits, en conformité avec la stratégie de Marketing social de AAISC/AMSCO

b) Tâches
• Réaliser ses activités dans son aire d'intervention ;
• Organiser et gérer les stocks des produits et articles promotionnels de leur magasin respectif.
Au titre de l'entreposage des stocks
• Tenir les fiches de stocks ;
• Produire et soumettre à son superviseur hiérarchique les rapports sur les mouvements des stocks et inventaires (théoriques) ;
• S'assurer que les normes d'entreposage sont respectées;
• Opérer les sorties des stocks;
• Archiver les fiches de stocks;
• Préparer les aires de stockage pour les inventaires physiques.
Au titre de la distribution /vente des produits
• Proposer des programmes d'activités mensuels et budget à l'Assistant Distribution/ vente ;
• Prospecter de nouveaux grossistes et demi-grossistes et détaillants;
• Approvisionner les grossistes, demi-grossistes, détaillants (selon les stratégies à développer) en produits;
• Procéder à l'encaissement et aux versements des recettes conformément aux dispositions en vigueur ;
• Vérifier la qualité de présentation et de conservation des préservatifs chez les grossistes, demi-grossistes et détaillants ;
• Distribuer les gadgets et correspondances aux distributeurs selon la stratégie mise en place ;
• Proposer des programmes d'activités mensuelles et budget à l'Assistant distribution ;
• Justifier le budget mis à sa disposition ;
• Justifier mensuellement le niveau de réalisation de ses ventes ;
• Transmettre à chaque fin de mois, les documents de ventes et de stocks ;
• Exécuter tout autre tâche assignée par ses superviseurs hiérarchiques selon ses compétences et/ ou dans le cadre de ses fonctions.

3. Qualification et expérience acquise :

a- Responsable Vente
• Avoir au moins une Licence en Gestion commerciale ou tout autre diplôme équivalent en relation avec la distribution des produits;
• Avoir une expérience professionnelle d'au moins 03 ans dans le domaine de la distribution/vente des produits ;
• Avoir la maîtrise de l'outil informatique (GESCOM, Excel, Word, PowerPoint…).

b- Promoteurs Vendeurs
• Avoir au moins un BTS en Gestion commerciale ou tout autre diplôme équivalent en relation avec la distribution des produits;
• Avoir une expérience professionnelle d'au moins 02 ans dans le domaine de la distribution/vente des produits ;
• Avoir la maîtrise de l'outil informatique (Excel, Word, PowerPoint…).

4. Conditions :

• Etre ressortissant d'un état membre de la CEMAC ;
• Etre résident dans les Départements concernés
• Avoir une bonne connaissance du département concerné ;
• Avoir une bonne connaissance de l'environnement congolais de travail et du territoire ;
• Avoir une bonne connaissance des techniques de distributions,
• Avoir un intérêt démontré dans les questions de santé dans les pays en développement en général et dans les pays d'Afrique au Sud du Sahara en particulier ;
• Etre dynamique;
• Etre capable de travailler en équipe et en milieu multiculturel;
• Etre d'une bonne moralité ;
• Etre capable de travailler sous pression ;
• Etre capable d'effectuer des déplacements dans les départements;
• Etre disponible de tout engagement contractuel.

5. Composition du dossier :

Le dossier sous pli fermé (portant la mention « Poste de Responsable distribution/vente » ou « Promoteur – Vendeurs/Brazzaville ou Dolisie ou Plateaux ») doit obligatoirement comporter les éléments suivants :
• Une demande manuscrite adressée au Directeur Exécutif de l'AAISC ;
• Un curriculum vitae ;
• Une lettre de motivation ;
• Un extrait d'acte de naissance ;
• Une copie du/des diplôme (s) ;
• Des certificats de travail attestant le nombre d'années d'expérience.

6. Procédures de recrutement

• Présélection sur dossier;
• Test écrit ;
• Entretien oral devant un jury.

7. Lieu de dépôt des dossiers

Les dossiers de candidatures, sous pli fermé, seront déposés au Secrétariat de Direction de l'AAISC/AMSCO, sis 172, Rue Soweto quartier télévision Makélékélé- Brazzaville.

8. Date limite de dépôt des dossiers est fixée au plus tard le 07 août 2019 à 15h00.

Fait à Brazzaville, le 23 juillet 2019

ASSEMBLEE NATIONALE

«Il n'y aura pas de réduction de la masse salariale», affirme Clément Mouamba

Le Gouvernement était face à la représentation nationale le 25 juillet 2019 pour une séance de questions d'actualité liée à l'accord signé avec le FMI, au titre de la facilité élargie de crédit. L'auteur des questions, le député Venance Mogna, a saisi l'opportunité de l'approbation de ce programme pour vouloir en connaître les grandes lignes; les termes de la facilité élargie de crédit; les actions urgentes que le Gouvernement a résolu de mener dans la perspective de la prochaine revue au mois de décembre prochain; les mesures liées à cette facilité élargie de crédit et quel en sera le coût social; la nécessité de déposer un collectif budgétaire au Parlement.

Isidore Mvouba

Le Premier ministre a rappelé que le programme signé avec le FMI vient appuyer les efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre des réformes économiques et financières. Il donne la priorité, selon Clément Mouamba, aux cinq grandes lignes suivantes: le rétablissement de la viabilité budgétaire et la restructuration de la dette qui s'effectueront par le renforcement accru de la gestion des finances publiques et la mobilisation des recettes intérieures en particulier dans le secteur non pétrole ainsi que la réduction des dépenses; les réformes structurelles qui visent à renforcer la diversification économique, à améliorer le climat des affaires, à rendre la croissance plus inclusive; l'amélioration de la gouvernance qui, dans l'esprit de cet accord, se fera entre autres à travers l'opérationnalisation de la Haute autorité de lutte contre la corruption, la déclaration de patrimoine de tout citoyen nommé ou élu à une haute fonction publique, l'amélioration de la performance de la justice et la transparence des finances publiques; le renforcement du capital humain au moyen des mesures qui visent à la protection des groupes les plus vulnérables; la reconstitution des réserves de change.

S'agissant des termes de cette facilité élargie de crédit, Clément Mouamba a dit que celle-ci a pour objectif de soutenir le programme économique et financier du Congo pour les trois ans à venir. *«Le montant est de 448,6 millions de dollars, soit 246,9 milliards de F.Cfa pendant la durée du programme. Le taux d'intérêt est de 0%. Les décaissements sont effectués tous les six mois. Mais, ils sont conditionnés d'abord par le respect des critères techniques d'évaluation, mais également par la mise en œuvre des 48 mesures dont 7 ont déjà été exécutées contenues dans le mémorandum de politique économique et financier»,* a-t-il précisé.

Pour le premier ministre, l'accord conclu avec le FMI ouvre la voie aux appuis budgétaires qui seront apportés par d'autres partenaires multilatéraux et bilatéraux, soit 780 milliards de F.CFA.

«Quant aux actions urgentes que le Gouvernement a résolu de mener dans la perspective de la prochaine revue au mois de décembre prochain, Clément Mouamba a laissé entendre que la première revue semestrielle sera basée sur la restructuration de la dette avec les créanciers commerciaux et particulièrement les négociants en pétrole, compatibles aux objectifs du programme; le paiement avant le 31 décembre 2019 de tous les arriérés dûs aux créanciers bilatéraux extérieurs; la mise en œuvre de la quasi-totalité des quarante-sept mesures contenues dans le mémorandum de politique économique et financière au 31 juillet 2019; le plan d'apurement de la dette extérieure».

Sur les mesures liées à cette facilité élargie de crédit et quel en sera le coût social, le chef du Gouvernement a fait comprendre aux députés que le pays doit satisfaire certaines conditionnalités en rapport avec le respect des mesures qui servent de référence pour le suivi de l'évolution des variables macroéconomiques tels que les agrégats monétaires, les réserves internationales, les soldes budgétaires et les emprunts extérieurs ou encore les repères structurels qui aident à suivre l'application des réformes macroéconomiques essentielles dont dépend la réalisation des objectifs du programme. *«Ce mémorandum met en évidence 48 mesures à exécuter par le Gouvernement entre mai 2019 et mars 2020. A ces mesures, il faut ajouter onze mesures relatives aux appuis budgétaires de la Banque africaine de développement et huit relatives aux appuis budgétaires de la Banque mondiale».*

Venance Mogna

En ce qui concerne le coût social, *«la facilité élargie de crédit ne conduira pas à des coupes sombres. Il n'y aura pas de réduction de la masse salariale»,* a rassuré Clément Mouamba.

Plutôt, *«Il y aura augmentation des dépenses dans les secteurs sociaux, notamment la santé de base et la lutte contre les maladies, l'éducation de base, la protection sociale et la promotion de la femme»,* a-t-il poursuivi.

Concernant le collectif budgétaire évoqué par l'auteur de la question, le premier ministre a dit qu'il ne se justifiait pas. *«Du point de vue budgétaire, il n'y a pas eu de grand décalage dans les réalisations observées actuellement. Le budget 2019 a été voté avec un besoin de financement de 520 milliards de F.CFA. Si par bonheur, on venait à mobiliser des recettes budgétaires assez consistantes dans l'année, elles viendraient systématiquement combler partiellement ou totalement ce besoin de financement de 520 milliards de FCFA. Dans ce cas de figure, un collectif budgétaire n'aurait pas sa raison d'être»*, a-t-il affirmé.

Cyr Armel YABBAT-NGO

OPPOSITION

«On tourne en rond!»

La Fédération de l'opposition congolaise a animé samedi 27 juillet dernier, à Brazzaville, une conférence de presse qui a porté sur la signature de l'accord du FMI avec la République du Congo. Clément Miérassa, chef du pôle économique de cette coalition politique, principal conférencier, a indiqué que la Fédération émettait de sérieux doutes quant à la capacité de l'Etat à assurer le remboursement du service de la dette tant intérieure qu'extérieure, c'est-à-dire la capacité de faire face aux engagements déjà pris et à prendre notamment avec la Chine et les Traders.

Clément Miérassa a relevé que la principale retombée financière de cet accord est le crédit de 448,6 millions de dollars, soit près de 262, 2 milliards de francs CFA sur trois ans, équivalant à 87,3 milliards par an avec une mise à disposition immédiate de 44,9 millions de dollars, soit près de 26,2 milliards de francs CFA. *«Les décaissements du montant restant seront échelonnés sur la durée du programme, sous réserve des revues semestrielles par le conseil d'administration du FMI. Le pays est donc sous tutelle»,* a-t-il indiqué. Il estime que les Congolais s'étonnent de l'euphorie «triomphaliste» du pouvoir. *«De quelle victoire s'agit-il devant la débâche économico-financière actuelle dont le Gouvernement est pleinement responsable?»,* s'est-il interrogé.

Pour lui, la réaction du Premier ministre en dit long lorsqu'il déclare: *«Le plus dur, c'est de donner notre cadence dans la manière de gérer nos affaires politiques».*

Pour Clément Miérassa, c'est un véritable aveu d'impuissance du système dont le gouvernement n'a pas été capable de transmettre au parlement, comme convenu lors de la dernière mission du FMI, les documents tels que les contrats de préfinancement conclus par la SNPC; tous les accords particuliers de financement d'infrastructures financés par les prélèvements en nature issus des recettes pétrolières; tous les projets mis en œuvre par le ministère des Grands travaux entre 2014 et 2017. Le conférencier a stigmatisé le non-respect par le Gouvernement des demandes du FMI qu'explique le niveau du programme qui, *«convenons-en, est un programme à minima!*

Constatons également que le pouvoir tarde à rendre publique la lettre d'intention qui contient l'essentiel des quarante huit (48) mesures drastiques à mettre en œuvre».

Clément Miérassa

La Fédération de l'opposition congolaise rappelle, en substance, que ce n'est pas la première fois que le Congo recourt au Fonds monétaire international. Le Congo a connu, en 1996, la Facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR), deux programmes post-conflit en 1998 et 2000; la Facilité de la réduction de la pauvreté et de la croissance (FRPC) en 2004 et l'Initiative Pays Pauvres très Endettés (IPPTE) en 2005. *«Quels en sont les résultats?»,* s'est-il interrogé, alors que les mêmes causes produisent les mêmes effets. *«On tourne en rond»,* a-t-il affirmé.

Analysant de près le contenu de cet accord, la Fédération de l'opposition congolaise relève que l'apport financier annuel du FMI n'est que de 87,33 milliards de francs CFA en moyenne sur trois ans. *«On peut dès lors s'interroger sur son impact réel après que le pays ait engrangé plus de 30.000 milliards de francs CFA et dégagé 14.000 milliards d'excédents budgétaires entre 2003 et 2014, lesquels auraient pu mettre le pays à l'abri de toute intervention extérieure. «Où sont-ils passés?»,* s'est-il interrogé. Les Congolais en attendent toujours la justification. Le pays a connu des budgets annuels dépassant 4.000 milliards de francs CFA et des budgets d'investissements de plus de 1.000 milliards de francs CFA ; la dette du Congo est qualifiée d'insoutenable. Selon le ministère des Finances et du budget, elle s'élevait à 5780 milliards de francs au 31 décembre 2018. Elle représente non pas 77% du PIB, comme annoncé officiellement, mais plutôt 120% du PIB, chiffre largement supérieur à la norme CEMAC fixée à 70%.

La Fédération de l'opposition congolaise pense qu'il est difficile de comprendre comment on a pu en arriver là après l'atteinte en janvier 2010 du point d'achèvement de l'initiative pays pauvres très endettés qui avait permis l'annulation de 80% de la dette, ramenant le ratio dette/PIB à 20%, largement inférieur à la norme communautaire. *«Cela ouvrait de très belles perspectives de développement de notre pays. Mais hélas!»,* regrette l'opposition.

Devant cette situation triste, la Fédération de l'opposition congolaise émet, cependant, de sérieux doutes quant à la capacité de l'Etat d'assurer le remboursement du service de la dette tant intérieure qu'extérieure, c'est-à-dire la capacité de faire face aux engagements déjà pris et à prendre. *«En effet, rien que pour la dette rééchelonnée avec la Chine qui est de 1479,83 milliards de francs CFA, selon le ministère des Finances et du budget, le Congo devra rembourser, au cours de chacune des trois premières années, près de 163 milliards de francs CFA!*

Mais sur la gouvernance, la Fédération de l'opposition congolaise rappelle qu'on peut souligner avec force que malgré l'exigence des réformes audacieuses et immédiates pour imprimer un changement positif dans la gestion des ressources publiques, rien ne bouge sur le terrain. La lutte contre la corruption et les antivaleurs demeure au niveau des incantations et d'annonces non-suivies d'effets. La Fédération estime qu'à ce propos, les Congolais attendent toujours la réalisation de l'audit du compte de stabilisation dans lequel étaient censés être logés les excédents budgétaires, ceux des Grands travaux, du Trésor et autres.

«La situation décrite ci-dessus fait apparaître clairement qu'il y a une fracture dans la société congolaise. D'un côté, une minorité qui s'est enrichie et continue de s'enrichir, de l'autre la majorité des Congolais qui chaque jour s'enfonce davantage dans une misère indescriptible. Les

(Suite en page 4)

Editorial

100 pour 100?

Le deuxième tour du Baccalauréat technique, session de juin 2019, a libéré des résultats qui peinent à convaincre. 100% de réussite. C'est à dire: 5786 candidats admissibles, 5786 admis, avec une moyenne égale ou supérieure à 10/20. C'est plus que louable! Même dans les pays où les lycées techniques sont les plus «bûcheurs», les laboratoires les mieux équipés et les systèmes de surveillance et de correction des copies les plus verrouillés à la fraude, un tel résultat ferait rougir de fierté nationale.

Ne dédaignons pas notre plaisir de nous voir enfin hisser au rang des nations dont la jeunesse studieuse remplit de fierté les parents. Nos enseignants se seraient donc donné à fond pour faire entrer dans les têtes de nos jeunes théories et théorèmes. Tout au long de l'année, l'Etat aura également assuré ses obligations pour que grèves et débrayages sauvages ne viennent pas entacher cette scolarité? Et nous, parents, nous nous serions donnés à fond pour surveiller les devoirs de maison, assurer le transport journalier et le petit en-cas de nos adolescents, le petit argent de poche...

Tout aurait été fait pour que la génération 2019 de nos futurs techniciens ne soit perturbée par rien, ni de la part de l'Etat, ni du corps enseignant, ni des parents: rien! Si tout a été parfait, on ne peut s'étonner que le résultat soit lui-même parfait, au-delà du dicible. Nous aurions devant nos yeux l'exemple d'une renaissance, le signe tangible d'un redressement de notre système scolaire si décrié (par nous, parents, et par les universités étrangères vers lesquelles nous courons). Nous sommes bons, les chiffres le chantent; soutenir l'inverse serait tout simplement de la mauvaise foi !

Pourtant, une fois n'est pas coutume, nous allons jouer les rabat-joie. Car il y a cette petite voix en nous qui ne cesse de nous murmurer qu'être Congolais c'est aussi un état d'esprit. Nous qui ne pouvons aller enterrer un proche, faire procéder à une césarienne, faire embaucher un parent, aller faire faire un document gratuit à la mairie, procéder au contrôle technique d'un véhicule, toucher un reliquat de pension...sans mouiller la gorge, nous nous serions brusquement réveillés et aurions repris nos esprits ! Nous avons été touchés par la grâce ainsi qu'en témoignent les résultats impeccables du Bac technique 2019 !

Oublions donc toutes les rumeurs sur des «cas». Sur des personnes qui connaissent des personnes qui... Dommage surtout qu'une jeunesse aussi merveilleusement sortie du secondaire aille piaffer aux goulots d'étranglement du marché du travail ! Ou des amphis universitaires de plus de 1200 étudiants; bondés, pris d'assaut dès l'aube. Une fois n'est pas coutume, à la génération 2019 des bacheliers techniques, nous devrions ouvrir la voie royale de la reconnaissance nationale, aplanir les difficultés vers l'excellence. L'accord avec le FMI nous y autorise!

Albert S. MIANZOUKOUTA

COMMISSION D'AVANCEMENT ET DE DISCIPLINE DES MAGISTRATS

Des sanctions disciplinaires en perspective!

Le premier président de la Cour suprême, Henri Bouka, a ouvert le 23 juillet 2019 au parquet de Brazzaville, la première session de la commission d'avancement et de discipline des magistrats. Au total, 220 demandes d'avancement sont à examiner pendant cette session dont les travaux dureront dix jours.

Pour Henri Bouka, cette session place les magistrats devant leurs responsabilités quant à la compréhension qu'ils doivent avoir des différents textes régissant le corps de la magistrature et quant à leur application aux différents cas à examiner. *«Nous appliquerons les textes, rien que les textes, à la fois en ce qui concerne aussi bien la notation, c'est-à-dire la satisfaction à la condition de mérite que l'ancienneté à l'échelon ou au grade»*, a-t-il rappelé. Et de marteler: *«Le tout se fera selon les règles de l'art, sans aucune sorte de complaisance.»*

Il a rappelé qu'aujourd'hui, la justice compte 715 magistrats en activité et va bientôt s'agrandir de 300 autres environ, en cours de formation initiale dans diverses écoles de formation.

Au cours de cette session, a-t-il poursuivi, *«il a été inscrit, au titre de la commission d'avancement 220 demandes des magistrats qui sollicitent soit un avancement à l'intérieur du grade, soit un avancement avec changement de grade ou de catégorie. Toujours au titre de la commission d'avancement des magistrats, il a été inscrit l'examen de la question de la régularité de l'arrêté n°5082 du 22 mars 2019 du ministre de la Justice portant reconstitution de carrière de certains militaires, gendarmes et Tribunaux».*

Henri Bouka

Pascal AZAD DOKO

NECROLOGIE

Jacques Bamonana, Michelle Viloukoulou et leur famille informent les parents, amis et toutes les connaissances du décès de leur mère, Hélène MADIKA, membre fervente du Kilombo Bible de la paroisse évangélique de Météo. Elle est décédée le jeudi 25 juillet 2019, à 3h5 minutes, à Brazzaville.

La veillée se tient au domicile de la disparue, sis 43, rue Sibiti, au quartier Makazou.

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS)

La structure portée pleinement dans ses missions

L'institut national de la Statistique a tenu le 22 juillet dernier à Brazzaville la session extraordinaire de son Comité de direction. Sous la présidence de Rufin Bidounga, les administrateurs ont adopté les différents rapports financiers et défini le programme d'activités de cette structure érigée, désormais, en établissement public avec autonomie financière.

Si les résultats de la dernière session du Comité de direction tenue en janvier dernier ont été moins probants, notamment au sujet de l'exécution de certaines activités programmées, les travaux de cette session extraordinaire ont permis de réajuster ces manquements. Aussi, les administrateurs ont-ils adopté le rapport financier 2018 et celui du premier semestre 2019.

Nonobstant le faible financement de l'Institut, les membres du Comité se sont réjouis des réformes engagées par le Gouvernement dans le domaine des statistiques en l'occurrence la vulgarisation prochaine de la loi sur la Statistique et l'érection de la direction générale de l'Institut national de la statistique en un établissement public doté de l'autonomie financière et d'un Comité de direction.

Compte tenu de ces nouveaux instruments juridiques, les administrateurs ont défini un programme d'activités assez diversifié, afin de se conformer à la mission régalienne de l'Institut.

Rufin Bidounga, président du Comité de direction, estime que ces dernières réformes sont une volonté affichée du Gouvernement de disposer des statistiques fiables pouvant décrire précisément la réalité socioéconomique du pays.

Selon lui, il est temps pour le personnel de l'Institut de retrousser les manches, afin de rattraper les projets pressants tels le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) ou de contribuer efficacement à la réussite du Recensement général des entreprises du Congo (REGEC).

Le projet RGPH, dit-il, a été entamé depuis quatre ans, sans aboutir aux résultats escomptés en raison de la crise économique et financière. Néanmoins, l'Institut a déjà réalisé les études cartographiques et identifie actuellement les points de recensement pour l'année en cours. Quant au REGEC, les résultats sont prometteurs. Il s'agit de recenser toutes les unités de production et commerciale en vue de réduire l'emprise de l'informel sur l'économie nationale et par conséquent, élargir l'assiette fiscale. Car, *«plus l'assiette fiscale est large, moins la pression fiscale sera forte pour les entreprises».*

Rufin Bidounga

Les administrateurs ont aussi discuté sur les tenants et les aboutissants de l'Enquête démographique de santé (EDS) et de l'annuaire statistique. Ces documents de références qui décrivent les tendances chiffrées de la situation sanitaire de la population et la situation socioéconomique du pays ne sont plus produits régulièrement.

Esperancia MBOSSA-OKANDZE

(Suite de la page 3)

Congolais souffrent !», affirme t-il.

Pour la Fédération, il ne faut pas que le pouvoir utilise le programme avec le FMI pour protéger les responsables des scandaleux crimes économiques: détournements de deniers publics, corruption, fraudes, et autres. Elle souligne, une fois de plus, avec *«force et vigueur»*, que la crise multidimensionnelle que traverse le Congo ne saurait se résoudre sans une prise de conscience nationale à travers la décrispation de la situation politique par la libération de tous les prisonniers politiques ; la tenue d'un dialogue inclusif qui touchera tous les aspects de l'avenir du pays en pleine *«déperdition»* et créera les conditions d'une gestion rigoureuse des affaires publiques. *«Il n'est pas possible d'espérer une bonne gestion du pays en l'état actuel des institutions, quelle que soit la hauteur des interventions des bailleurs de fonds internationaux. Il nous faut résolument placer l'intérêt général du pays au-dessus de tous les intérêts personnels et égoïstes»*, conclut la Fédération.

Pascal AZAD DOKO

INVITATION A SOUMISSIONNER
N°001/ECG/DG/2019

SERVICES DE CONSEILS POUR L'EVALUATION ET LA CESSION DE DEUX IMMEUBLES ACQUIS PAR ADJUDICATION

Ecobank Congo informe les sociétés de gestion immobilière que la date limite de dépôt de dossiers relatifs à l'invitation à soumissionner n°001/ECG/DG/2019 est repoussée au 31 Juillet 2019 à 15h00.

Les entreprises intéressées sont invitées à retirer le cahier de charges aux adresses ci-après :

Brazzaville:
ECOBANK-CONGO
3ème Etage de l'Immeuble de l'ARC
City Center

Pointe Noire:
ECOBANK-CONGO
Secrétariat de l'Agence Atlantic
Hôtel Atlantic Palace

Nous restons dans l'attente de votre proposition et vous remercions de l'intérêt que vous portez à cet appel d'offres.

Fait à Brazzaville, le 22/07/2019.

La Direction Générale

DIPLOMATIE

Une réception en l'honneur du colonel Cheryl Korver et des élèves officiers américains

L'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Todd Haskell, a organisé le 20 juillet dernier une réception à sa résidence, **en l'honneur du programme CULP et du départ définitif de** l'attachée de défense, le colonel Cheryl Korver, arrivée à la **fin de son mandat. Le Gouvernement congolais était représenté** par le ministre Charles Richard Mondjo. La cérémonie a connu la présence du chef d'Etat-Major général, le général **Guy Blanchard Okoï, et des élèves officiers de l'armée américaine**, en séjour au Congo.

Todd Haskell prononçant son allocution

Le premier temps fort de cette réception a été consacrée à l'hommage au colonel Cheryl Korver, pour tout le travail abattu au cours de deux années passées en terre congolaise. *«Nous vous souhaitons le meilleur dans vos projets futurs. Vous nous manquerez»*, a dit Todd Haskell.

L'ambassadeur a, par ailleurs, expliqué le programme CULP qui, a-t-il souligné, est un programme de leadership qui va faire des élèves officiers de l'armée américaine des militaires plus performants et plus compétitifs. *«Nous avons l'espoir que les générations futures d'officiers du Congo et des Etats-Unis vont maintenir les relations amicales et durables».*

Le ministre de la Défense a loué les relations de coopération qui existent entre le Congo et les Etats-Unis. *«Nous sommes de vieux amis. Ces dernières années, il y a eu beaucoup d'échanges entre nos Forces armées. Cela dénote de la vitalité de nos diplomaties. Nous avons reçu à Brazzaville, pour le compte du ministère de la Défense, une délégation des sénateurs américains, une délégation des généraux américains et aujourd'hui, des élèves officiers de l'armée américaine. C'est un message d'amitié et de croyance en l'avenir de la jeunesse»,* a dit Charles Richard Mondjo.

Par votre présence, a expliqué Charles Richard Mondjo, s'adressant aux élèves officiers américains, *«vous avez compris que vous avez un très grand pays, première puissance du monde et que l'Amérique a aussi des amis. Ce qui fait la puissance de l'Amérique, c'est certainement ses amis de l'OTAN, toutes sa politique en extrême Orient, au Japon et ailleurs. Votre pays a aussi des amis en Afrique. Si votre Gouvernement a voulu que vous passiez ce temps d'imprégnation au Congo, c'est parce que ce pays est un ami de l'Amérique. Revenez un jour»*, a-t-il déclaré.

Cyr Armel YABBAT-NGO

DÉFENSE

Des coopérants militaires américains et italiens distingués dans l'Ordre du mérite congolais

L'attachée principale de défense, chef de mission militaire près l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique, le colonel Cheryl R. Korver, et l'attaché de défense près l'ambassade d'Italie au Congo, le colonel Alberto Scafella, sont arrivés au terme de leurs missions de deux ans en terre congolaise. Pour récompenser leurs efforts dans le domaine de la coopération militaire entre leurs Etats et le Congo, ces deux officiers ont été portés à titre exceptionnel au rang de Grand officier dans l'ordre du mérite congolais, le samedi 20 juillet 2019 à Brazzaville.

Les deux attachés avec le ministre Mondjo et le Grand chancelier Okiokoutina

Le ministre de la Défense nationale, Charles-Richard Mondjo, leur a fait porter les distinctions, après que le colonel Norbert Okiokoutina, Grand chancelier des ordres nationaux, eut prononcé le rituel de décoration.

Dans leurs mots de circonstance, les deux coopérants militaires ont remercié les autorités congolaises pour l'honneur fait à leur égard, et souhaité que les relations entre leurs pays et le Congo continuent à se développer davantage. Le colonel Cheryl R. Korver a loué la volonté plusieurs fois exprimée par les Gouvernements américain et congolais dans le domaine de la coopération, notamment sur les activités réalisées ces deux dernières années portant sur les visites des généraux américains au Congo, des Forces opérationnelles et multilatérales pour le compte de l'Afrique; l'assistance qu'a apporté le Congo dans l'évacuation de Kinshasa de nombreux ressortissants américains lors des élections qui se sont déroulées en RDC, et le séjour à Brazzaville d'une délégation d'élèves officiers américains. *«Notre investissement sera élevé cette année et nous pourrons reprendre la coopération que nous avions précédemment retardée. Je constate que nos relations continuent à se développer»*, a-t-elle souligné.

Le colonel Alberto Scafella a fait observer que cette cérémonie était le témoignage d'une activité professionnelle laborieuse qui donne d'excellents résultats. *«Elle symbolise le début d'une collaboration militaire profonde et plus efficace qui permettra à ce pays merveilleux d'être une référence positive pour la paix et la démocratie dans cette région de l'Afrique. La contribution précieuse et sincère du ministère italien de la Défense, de mon ambassade, de l'ambassadeur et de tous ses collaborateurs m'a permis d'atteindre cet important résultat»,* a-t-il dit.

A cette cérémonie, il a été noté la présence de Toldd P. Haskell, ambassadeur des Etats-Unis au Congo, de Paola Montavani, Chargée d'affaires de l'ambassade d'Italie, et des plus hautes autorités congolaises en charge des questions de défense et de sécurité.

A.P.M.

VIE DES PARTIS

L'Association Dynamique Vision Globale adhère au Front Patriotique

La cérémonie d'adhésion de la Dynamique Vision Globale (DVG), une association politique, au Front Patriotique (FP), le parti de Mme Destinée Hermella Doukaga, a eu lieu le mercredi 24 juillet 2019 au siège de ce parti, membre de la majorité présidentielle, sis au Plateau des 15 ans. Elle a été patronnée par Jean-Pierre Mahinga, coordonnateur national du FP.

Très sobre, la cérémonie a réuni quelques militants du Front Patriotique et de la Dynamique Vision Globale, vêtus de leurs écharpes. Sans renouveler à une description historique du FP, Jean-Pierre Mahinga a rappelé que le FP a été créé dans la vision de certains militants estimant qu'il fallait bâtir une nation forte,

Jean-Pierre Mahinga et Alain Jean Baptiste Tathy's signant l'accord

«assise sur les valeurs républicaines, une nation forte et prospère qui devrait avoir des assises sur la solidarité et surtout pour replacer le Congo à l'avant-poste. Voilà pourquoi, depuis 2015, le parti a vu le jour. Aujourd'hui, nous sommes en train de savourer ses 3 ans d'existence», a-t-il expliqué.

Par cette adhésion, Alain Jean Baptiste Tathy's, président de la Dynamique Vision Globale, a pensé que son association vient de marquer un pas en politique. *«Nous avons fait le choix d'adhérer à un parti qui a la même vision que nous. Je voulais remercier la générosité de Mme la ministre qui a su saisir notre main tendue. Merci»*, a-t-il déclaré, tout en prenant rendez-vous pour 2021 lors de l'élection présidentielle pour montrer, selon lui, sa force de mobilisation de la jeunesse.

Après la signature consacrant définitivement l'adhésion de la Dynamique Vision Globale au FP, Alain Jean Baptiste Tathy's a reçu les symboles de ce parti: l'écharpe, le tee-shirt et le fanion, ainsi que deux de ses compagnons.

KAUD

Coup d'oeil en biais

La pénurie d'essence revient au galop dans les stations-service à Brazzaville

Des longues files des voitures se forment dans la plupart des stations –service de Brazzaville dans l'espoir de s'approvisionner en carburant. Certains chauffeurs, notamment de taxi, y passent même des nuits pour se servir le premier. Pourtant, cette pénurie a été vécue il y a à peine un mois. Elle est encore revenue. Plus ça charge et moins ça change: congolaiserie!

Un deuxième forum national pour promouvoir l'agriculture

Cette rencontre vise à apporter à l'agriculture des solutions innovantes pour la sécurité alimentaire, l'accès aux terres et aux matériels, ainsi qu'aux intrants agricoles, mais aussi l'encadrement et la formation des producteurs, la commercialisation des produits et la couverture des risques des catastrophes. L'agriculture est un secteur porteur de croissance et d'emplois, mais le Congolais l'ignore toujours!

Le secrétariat permanent de Talangaï de la Force montante congolaise en rébellion

Réuni en assemblée générale extraordinaire le 24 juillet dernier, le secrétariat permanent de la Force montante du 6e arrondissement de Brazzaville, Talangaï, a estimé que la dernière session extraordinaire du comité central, du 15 juillet 2019, au Palais des congrès, ne s'est pas tenue conformément aux textes. Le secrétariat a vivement réagi aux sanctions infligées à certains de ses membres par le Comité central.

Le Gouvernement veut «obéir» aux injonctions du FMI

Le Congo doit, notamment, restaurer la soutenabilité budgétaire grâce au renforcement accru de la gestion des finances publiques et la mobilisation des recettes intérieures, surtout du secteur non pétrolier, afin de dégager des ressources pour engager des dépenses de développement. Les autorités congolaises ont indiqué au FMI d'avoir résolument engagé les réformes susceptibles d'améliorer la gouvernance et la transparence. Par exemple, la Haute autorité de lutte contre la corruption (HALC) sera bientôt opérationnelle. Autrement dit : nous ferons mieux désormais !

Un groupe de trois coupeurs de route neutralisé par la police sur la route lourde Brazzaville-Pointe-Noire

La police a réussi à mettre fin aux opérations de braquage pratiquées par un groupe de trois bandits coupeurs de route. Ils avaient pris l'habitude d'opérer sur la route lourde Brazzaville - Pointe-Noire, à hauteur du pont érigé sur la rivière Loukouni, dans le district de Mindouli (Département du Pool). Dans la nuit du samedi 20 au 21 juillet 2019, ce groupe de bandits cagoulés et armés de machettes et de fusils de chasse avait braqué, peu avant minuit, une voiture de transport en provenance de Pointe-Noire. Ils avaient dépouillé les passagers à bord, en emportant, selon des témoignages, une somme d'argent de 540 mille francs Cfa, un sac d'habits et trois téléphones portables.

On plante, on arrache : congolaiseries !

Les poteaux électriques érigés trois semaines plus tôt sur la route de Ngampoko (arrondissement 8, Madibou), à Brazzaville, viennent d'être arrachés par la société en charge de la fourniture électrique, sous l'assistance impuissante des populations. C'était dans la semaine du 22 au 28 juillet 2019. En voyant ces poteaux debout, ces populations s'attendaient à être connectées rapidement au réseau de la société Energie électrique du Congo. En attendant, ce nouveau quartier reste dans le noir.

Remaniement !

Comme toujours à l'approche des festivités du 15 août, la rue congolaise bruit de mille et une rumeurs. L'une d'elle, persistante, voudrait que l'on soit à la veille d'un remaniement en profondeur de l'équipe gouvernementale ; une vraie lessive. C'est chaque fois la même rumeur. Donc chaque fois le même statu quo !

Viral !

L'échange-musclé - entre un membre du Gouvernement et un haut cadre des forces de sécurité est devenu viral sur les réseaux sociaux. Dans la rue, deux camps distincts se forment en faveur de l'une - qui n'a dit que des vérités connues – et de l'autre – qui a su garder son sang-froid. Y aura-t-il une suite ?

Plus d'eau à Siafoumou et Mbota, à Pointe-Noire

Le désagrément a été causé par des travaux de curage de la rivière Loubenda, au niveau du pont Camille Dello, dans le 5e arrondissement Mongo Mpoukou, réalisés la semaine dernière par les services de la mairie de Pointe-Noire. Ces travaux ont permis de débarrasser cette partie de la rivière Loubenda des ordures qui l'encombraient et de libérer son lit. Une dalle réduite empêchait les eaux de bien couler. Mais, les agents de la mairie pendant les travaux ont ignoré que sous cette dalle passe le tuyau de La Congolaise des eaux (LCDE), qui alimente les quartiers Mbota-raffinerie et Siafoumou en eau potable. Le tuyau n'a pas résisté à la force de l'engin réparateur, qui l'a finalement endommagé.

ENERGIE ÉLECTRIQUE

Former les cadres pour une gestion optimale du revenu de l'électricité

L'Agence de régulation du secteur de l'électricité (ARSEL), en partenariat avec la société Energie électrique du Congo (E²C) organise du 22 juillet au 2 août 2019 à Brazzaville une session de formations pour les cadres en charge de l'électricité. Il s'agit d'une série de formation dont l'issue permettra une gestion optimale du revenu de l'électricité pour un équilibrage d'intérêts entre la société et les bénéficiaires (abonnés). Puisqu'aussi bien l'E²C, unique opérateur public du secteur de l'électricité accuse des pertes financières considérables qui constituent un plomb dans l'aile pour son épanouissement. La modération de la cérémonie d'ouverture a été faite par Emile Opangault, directeur général de l'ARSEL. La formation, elle, est assurée par le cabinet International Build consulting (IBC) représenté par son expert David Elogo Onobiono.

Les participants

Sous les auspices du ministère de l'Energie et de l'hydraulique, représenté par Yannick Nkodia son directeur de cabinet, la formation vise, entre autres, le renforcement des capacités des cadres de l'E²C dans les domaines de la tarification et de la modélisation. Et pour Emile Opangault, il est plus qu'urgent d'organiser cette formation malgré la précarité financière. Car, *«le secteur de l'électricité traverse une zone de turbulence traduite essentiellement par un déséquilibre financier et une insatisfaction de la clientèle. Et la résolution de ce problème passe forcément par la formation afin d'y apporter des réponses idoines»*, a-t-il fait savoir.

Il faut combler le déficit de l'offre en électricité. Les mutations importantes sont intervenues dans le secteur, avec l'apparition des opérateurs indépendants dans l'un des maillons de la chaîne de valeur de l'électricité (la production). Ainsi, il se pose un problème de tarification d'une part, et celui de la méconnaissance de cette tarification par les cadres dudit secteur, d'autre part. *«La tarification de l'énergie électrique qui se définit comme le prix de cession au consommateur, déterminé en fonction des éléments nécessaires par rapport à la production et à la distribution, permettra à l'entreprise, d'assurer son équilibre financier, et de mobiliser les ressources, dans le but de financer les investissements et de dégager une marge bénéficiaire suffisante»,* a indiqué M. Adou Danga, directeur général adjoint de l'E²C. Ainsi, la formation boostera la compréhension par la trentaine des participants, des principes de construction d'un tarif, le calcul des coûts marginaux de court terme, et le calcul des coûts marginaux en développement; connaître les autres méthodes de la tarification, notamment le price-cup, le revenu cup, et le post plus. A cela il faut ajouter la connaissance des définitions et les liens entre la modélisation financière et la tarification, et enfin la maîtrise de la structure logique de la modélisation financière et l'analyse du modèle financier de l'E²C. C'est, pour ainsi dire, une opportunité offerte aux cadres de cette entreprise et à tous les participants de maîtriser les questions liées à la tarification et à la modélisation, selon Adou Danga.

A signaler qu'au Congo, malgré de lourds investissements consentis par l'Etat, et l'augmentation du nombre de consommateurs, les tarifs sont gelés depuis 1994, causant ainsi, le déséquilibre financier du secteur. Ainsi si dans bon nombre des pays d'Afrique centrale (Gabon, Cameroun, etc.), les tarifs ont été revus, tout en tenant compte des foyers à faible revenu, *«dans le cadre de la réforme du secteur de l'électricité en cours, l'ajustement du tarif se fera quand le Gouvernement le décidera. Ce sera une étape inévitable qui permettra d'entamer le retour à l'équilibre du secteur et d'attirer les investisseurs»*, a souligné Yannick Nkodia.

Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU

QUI ME RÉPONDRA ?

PourquoilesCongolaissont-ilssipessimistesquantàlarelancedel'économie congolaise à travers le prêt du FMI ?

Ph.B (Loua-Kibina, Brazzaville)

«Le Développement est le nouveau nom de la paix» (Pape Paul VI)

ECONOMIE

Agriculture: ouvrir des champs possibles pour sa relance

La deuxième édition du Forum Vox Eco a été organisée courant première quinzaine du mois de juillet sous le thème: «Bâtir une nouvelle économie sur l'agriculture». Des acteurs des secteurs public et privé, des représentants d'organismes nationaux et internationaux et des étudiants y ont pris part.

Une vue des panélistes

Ce forum s'est articulé autour de trois thématiques qui ont été ont été développées sous forme de panels. Le premier panel correspondant au premier thème a eu pour intervenants: Bienvenu Tsouanva, directeur général de l'agriculture, et Isidore Ondoki, coordonnateur du Programme de développement de l'agriculture commercial (PDAC). Le deuxième a été animé par trois opérateurs économiques évoluant dans la filière agricole: Michel Djombo, directeur général de GTC; Florent Deckous, directeur général de AGRIDECK et Grégoire Adan-Mado, directeur de PRESZA. Et, le troisième par Suze Percy Filipini, représentante de la FAO au Congo; Régis Yembé-Yembé, chargé des programmes à l'Union Européenne et Éric Rollet, directeur Eco-Oil, chargé des projets.

Le Congo a d'énormes potentialités naturelles, mais son secteur agricole n'a pas encore sa vraie place dans l'économie. Sur dix millions d'hectares de terres fertiles, que compte le pays 4 % seulement sont cultivés. Que faire pour que le secteur agro pastoral puisse jouer pleinement son rôle sur le plan économique? Et que faire pour passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale? L'Etat, qui s'était désengagé de la production agricole, doit rester le principal acteur dans ce secteur, a dit le directeur général de l'agriculture qui a évoqué, entres autres engagements gouvernementaux, le devoir de mettre en place un écosystème favorable au développement agricole. Il est pour l'Etat notamment question de procéder à l'électrification des bassins de production, afin de permettre aux producteurs agricoles de transformer leurs produits. L'Etat est également tenu de s'impliquer dans les aménagements hydro agricoles, pour apporter aux opérateurs agropastoraux des bouches d'irrigation. Son intervention devrait par ailleurs porter sur la réforme du système de financement des activités agro-pastorales pour permettre aux jeunes d'accéder aux crédits ou financements, tout comme sur la numérisation des terres afin de mieux sécuriser les zones arables où se développe l'agriculture.

Le PND 2018-2022 a chiffré les besoins du secteur agro-pastoral à 1139,5 milliards de F.CFA. Et l'Etat s'est déjà endetté auprès de la Banque Mondiale à hauteur de 60 milliards de F.CFA, pour financer ce secteur à travers le PDAC.

Isidore Ondoki, coordonnateur de ce projet, a précisé que l'accès à ces fonds est ouvert aux producteurs travaillant en groupe, aux micros, petites et moyennes entreprises. Pour en bénéficier, il faut répondre à la condition juridique de détention d'un agrément et à la condition existentielle. Ce fonds devrait appuyer 7.000 bénéficiaires. A ce jour, 111 groupements en ont bénéficié. Le plafond est fixé à 20 millions de F.CFA pour les groupements et à 50 millions pour les entreprises.

La contribution du secteur privé dans les filières agricoles est faible. Les cultures industrielles n'existent pas dans le pays de façon générale, en dehors de la canne à sucre de SARIS plantée à Nkayi et des palmiers à huile d'Eco Oil à Mokéko, dans la Sangha.

Les difficultés évoquées par les panélistes sont en grande partie liées à l'absence d'un écosystème favorable au développement du secteur agricole; à la réforme du système de financement, à l'inadéquation entre l'offre et la demande en matière de formations.

Perspectives. Le secteur agro-pastoral augure d'heureuses espérances. Le Gouvernement s'est engagé de nouveau à accompagner ce secteur en dépit des échecs enregistrés dans le passé, notamment dans l'utilisation du Fonds de soutien à l'agriculture. Plusieurs projets de relance agricole sont mis en œuvre, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, par exemple le Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale lancé il y a une année. Cofinancé par le Congo et la Banque mondiale à hauteur de 55 milliards de Francs CFA environ, il a pour objectifs d'améliorer la productivité des agriculteurs et l'accès aux marchés des groupes de producteurs ainsi que des micro, petites et moyennes entreprises agro industrielles. La Délégation de l'Union européenne au Congo appuie le développement de la culture de haricot. Elle soutient la filière du maïs avec les chaînes de valeur, le développement de la pisciculture, le maraîchage dans la ceinture périurbaine, la transformation agroalimentaire ainsi que l'élevage bovin, porcin et avicole.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) apporte son soutien technique au Congo via son cadre de programmation pays en s'inspirant du Plan national de développement. Grâce à son expertise, le Congo dispose aujourd'hui de quelques données statistiques du secteur agricole. Selon le premier recensement, le Congo compterait 515.000 agriculteurs actifs. Mme Suze Percy Fillipini, représentante de cet organisme au Congo, a révélé la mise au point du plan directeur dans le domaine de l'irrigation et la poursuite du recensement général des agriculteurs.

Toujours dans le souci d'ouvrir des champs possibles dans le domaine agricole, Denis Christel Sassou-Nguesso, président de la Fondation perspectives d'avenir invité à cette occasion, a apporté des éclairages sur le Programme d'appui pour la relance de la production agricole (PARPA), lancé à Kinkala, dans le département du Pool, et mis en œuvre par sa Fondation. Un programme offrant aux producteurs démunis maints services comme la préparation des sols à l'aide des tracteurs, la fourniture des semences, la récolte et la commercialisation. Le département du Pool en est le tout premier bénéficiaire. Ce projet se poursuivra dans d'autres départements:Plateaux, Bouenza et Niari. Le président de la Fondation perspectives d'avenir a sollicité l'accompagnement des partenaires en vue de son déploiement dans le pays.

Viclaire MALONGA

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Alain Niama a présenté son projet de transformation du CO2 en encre indélébile

L'inventeur congolais Alain Niama a présenté le 19 juillet 2019 à l'Institut français du Congo (IFC), son projet de transformation du CO2 en encre indélébile, en présence de la ministre du Tourisme, Mme Arlette Soudan -Nonault et biens d'autres partenaires.

Alain Nyama présentant son projet à Mme Arlette Nonault

Le projet de transformation du CO2 en encre indélébile consiste, selon son inventeur Alain Niama, à capter la molécule des hydrocarbures ou des gaz à effet de serre, puis à les transformer en encre indélébile ou en peinture. La démonstration a été faite dans la salle.

Arlette Soudan Nonault a salué «un événement scientifique, technique et environnemental, dont l'objectif est de dégager des pistes de solutions idoines à l'un des problèmes les plus préoccupants auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui. *«Notre rencontre est pour mon ministère une manière d'encourager et d'inciter davantage les Congolais, notamment les jeunes chercheurs, à s'engager toujours plus sur la voie de la découverte et de l'étude de notre environnement immédiat pour trouver les solutions inhérentes à sa protection et à sa préservation».*

C'est dans l'optique de contribuer à l'atténuation des effets du réchauffement climatique, a-t-elle expliqué, *«qu'un de nos compatriotes, Alain Niama, s'attèle à proposer des solutions qui, à n'en point douter, vont faire la fierté de la recherche congolaise et inscrire notre pays parmi les nations innovantes dans la recherche et la protection de l'environnement».*

«Il s'agit d'une intéressante contribution à la préservation de notre environnement, notamment de la couche d'Ozone, sujette comme nul ne l'ignore à une inquiétante détérioration sous l'effet de gaz carbonique et nitreux», a indiqué Alerte Soudan-Nonault.

Tout en réitérant les encouragements de son ministère envers cette initiative de recherche, elle s'est dite ouverte et prête à accompagner toutes les initiatives de développement scientifico- environnementales.

Esther OTALAHI ESSENGO
(Stagiaire)

CAPPED
Caisse de Participation à la Promotion des Entreprises et à leur Développement
La Finance solidaire

PROMO-VACANCES -

EKITI TALO !!!

- ACCES AU CREDIT: 2% au lieu de 2,5%
(Conditions Allégées en +)
- OUVERTURE COMPTE --- 5.000 FCFA au lieu de 10.000 F CFA
- TRANSFERT D'ARGENT --- 1, 5% au lieu de 4%.

NOS AGENCES : Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Gamboma & Ouesso.

LA CAPPED! LA FINANCE SOLIDAIRE.

Contact : 06 664 73 71

CEEAC

Vers l'adoption des projets de textes de la réforme institutionnelle

Sous les auspices de son président Alain Claude Bilie-By-Nze, par ailleurs ministre gabonais des Affaires étrangères, il s'est tenue du 25 au 27 juillet 2019 à Libreville la capitale politique du Gabon, la 2e réunion des ministres du Comité de Pilotage de la Réforme Institutionnelle (COPIL RI) de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Objectifs de la réunion, adopter les projets de texte de la réforme institutionnelle de la CEEAC à savoir: le projet de Cadre organique de la CEEAC, le projet de Statut du personnel révisé de la CEEAC, le projet de texte révisant le Règlement financier de la CEEAC et le projet de Protocole révisé relatif au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX). Y ont pris part, ministres et représentants des Etats membres de la CEEAC. Notamment: l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Congo, la République Démocratique du Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Rwanda, Sao Tome et Principe et le Tchad.

Le présidium, pendant la réunion

Dans son propos liminaire, Alain-Claude Bilie-By-Nze a exhorté ses pairs à plus d'engagement pour faire aboutir au plus vite la réforme institutionnelle de la CEEAC. Il a également rappelé que l'adoption des projets de textes fondamentaux par les ministres et leur approbation prochaine par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, inaugureront une nouvelle page dans la marche vers l'intégration régionale en Afrique centrale.

Au terme de leurs délibérations, les conférenciers ont convenu de ce qui suit: concernant le projet de cadre organique de la Commission, l'organe exécutif principal de la Communauté prévoit un exécutif composé de sept commissaires dont: un président; un vice-président et cinq commissaires, chefs de départements développement humain et social. Le projet d'organigramme comporte 115 postes hormis les experts dont le nombre est laissé à l'arbitrage de la Conférence.

La révision du statut du personnel porte sur la mise en cohérence de la classification professionnelle et des emplois avec le statut et le règlement du personnel de l'Union Africaine. Le projet de statut du personnel prévoit aussi la rationalisation des allocations et des indemnités, l'incitation et la stimulation du personnel au moyen de diverses récompenses, l'encadrement du règlement des différends liés aux mesures disciplinaires, le renforcement des règles du contentieux professionnel, l'encadrement à la fois plus rigoureux et flexible de la cessation d'activités, la création de cadres de concertation et d'un comité du personnel.

Concernant le projet de texte révisant le Règlement financier de la CEEAC, la révision du règlement financier a porté, entre autres, sur le renforcement des principes budgétaires nécessaires à la bonne gouvernance financière; l'insertion des modalités de liquidation, de recouvrement et de gestion de la contribution communautaire d'intégration (CCI) ; le renforcement du dispositif de contrôle budgétaire et comptable des organes et institutions de la Communauté par la Cour des Comptes, la Cour de Justice, le Parlement Communautaire, le Contrôleur Financier et l'Auditeur Interne, etc.

Pour ce qui est du COPAX, le Comité de pilotage a apporté des innovations au protocole révisé relatif au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale. Il s'agit de l'insertion complète et définitive du mécanisme institutionnel du COPAX au sein de l'architecture institutionnelle de la CEEAC et du renforcement de la coopération entre les Etats membres dans le domaine de la police et de la justice à travers la mise en place du mécanisme Régional de coopération policière et judiciaire de l'Afrique Centrale.

Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU

RD CONGO

Alexis Thambwe Mwamba élu président du Sénat malgré les dissensions au FCC

L'ancien ministre de la Justice Alexis Thambwe Mwamba, candidat du Front commun pour le Congo (FCC), la coalition de l'ancien président Kabila, a été élu samedi 27 juillet dernier à la tête du Sénat. Il l'a emporté d'une courte tête en recueillant 65 voix, contre 43 pour son adversaire et ancien allié Modeste Bahati Lukwebo. Mais son second a été sèchement battu. En effet, l'ancien Premier ministre Samy Badibanga remporte la vice-présidence au détriment d'Evariste Boshab. Sur les sept postes du bureau du Sénat, le FCC en a remporté quatre.

Alexis Thambwe Mwamba

Sur les 109 membres que compte le Sénat, le FCC en compte 91. Mais Alexis Thambwe Mwamba n'a obtenu que 65 voix, malgré le mot d'ordre de l'ex-président et sénateur à vie Joseph Kabila qui lui-même était absent de la salle. *«Bahati Lukwebo est tombé les armes à la main »,* a reconnu un membre de l'équipe de Thambwe Mwamba. Il faut dire que la troupe a également refusé de donner des voix à l'ancien président de l'Assemblée nationale, Evariste Boshab, lui préférant Samy Badibanga de l'AFDC et Alliés pour la première vice-présidence. Kamitatu Sona de l'opposition Lamuka a été élu au poste de rapporteur adjoint, et l'indépendant Rolly Lelo au poste de questeur adjoint. Juste après le vote, Alexis Thambwe a tenu à rassurer qu'il sera le président de tous les sénateurs, sans discrimination d'appartenance. En reconnaissant tout de même les dissensions au sein de sa formation politique. *«J'ai rarement assisté à une campagne aussi violente depuis 1960 s'agissant du bureau du Sénat. J'avais pour adversaire quelqu'un qui était dans la même famille politique que nous et qui nous a quittés»,* a déclaré le tout nouveau président du Sénat.

Au regard des résultats, certains observateurs estiment qu'aujourd'hui il faut une nouvelle recomposition politique, surtout au sein de la majorité. Quoiqu'il en soit, le FCC s'est félicité dans un communiqué de cette victoire obtenue «dans des conditions de crédibilité et de transparence absolues». Néhémie Mwilanya, met en exergue «les valeurs cardinales de discipline, de loyauté et de respect des engagements souscrits», valeurs dont ont fait montre les sénateurs, selon le coordonnateur du FCC.

Mais le communiqué ne fait aucunement allusion à l'échec d'Evariste Boshab, candidat à la première vice-présidence et colistier de Thambwe Mwamba. Un échec qui, pour certains Congolais constitue une occasion de constater un changement dans le comportement des fidèles de Joseph Kabila.

M.M.M.

REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET EAU ELECTRICITE ET DEVELOPPEMENT URBAIN (PEEDU)
Cofinancement Congo/Banque Mondiale
BP 2099 - Brazzaville
Tél : [00 242] 05 556 87 87 - Email : pedu_congo@yahoo.fr

AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERÊT N° 002 /PEEDU/2019 DU 30 JUILLET 2019 POUR LE RECRUTEMENTD'UNE FIRME POUR LA CARTOGRAPHIE DES AUTO PRODUCTEURS D'EAU ET MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE SUIVI ET CONTRÔLE DE LEUR ACTIVITE DANS LA VILLE DE POINTE NOIRE EN VUE DE PREVENIR LE RISQUE DE RUPTURE DE L'INTERFACE EAU DOUCE / EAU SAUMATRE

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque Mondiale (IDA & BIRD) pour financer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et se propose d'utiliser une partie de ces ressources pour financer les prestations d'un consultant (firme) pour réaliser la cartographie des auto-producteurs d'eau et mise en place d'un système de suivi et contrôle de leur activité dans la ville de Pointe Noire en vue de prévenir le risque de rupture de l'interface eau douce/eau saumâtre.

L'objectif global de cette activité est de contribuer à la maîtrise des prélèvements des eaux souterraines dans la ville de Pointe-Noire ainsi que la mise en place d'un outil de suivi de la nappe d'eau.

Les objectifs spécifiques visent entre autres : (i) La connaissance des autos producteurs et des entreprises œuvrant dans ce segment et dans cette ville ; (ii) l'inventaire des ouvrages de production autonome de l'eau, leur géolocalisation et la détermination de leurs caractéristiques et (iii) la mise en place d'un système de contrôle et de suivi de l'activité de production autonome de l'eau.

Les prestations consistent en la collecte des données sur le terrain sur l'ensemble du périmètre urbain et périurbain de la ville de Pointe Noire et spécifiquement permettront d'organiser la spatialisation des données techniques des ouvrages et d'informations sur les promoteurs.

Le Consultant s'attachera à réaliser également un recensement des bureaux d'études et des entreprises de travaux œuvrant dans le domaine de la production autonome de l'eau et implantés dans le périmètre urbain et périurbain de Pointe Noire.

L'Unité de Coordination du PEEDU invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (Plaquette d'informations détaillées avec des références concernant l'exécution de contrats analogues).

Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont : Etre une firme et disposant d'une expérience éprouvée dans le domaine du projet.

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID, édition de Janvier 2011, version révisée Juillet 2014, relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant.

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur les Qualifications des Consultants telle que décrite dans les Directives de Consultants ci-dessus mentionnées. Consultant ayant présenté les qualifications les plus pertinentes sera retenu pour négocier le projet de contrat.

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des termes de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures.

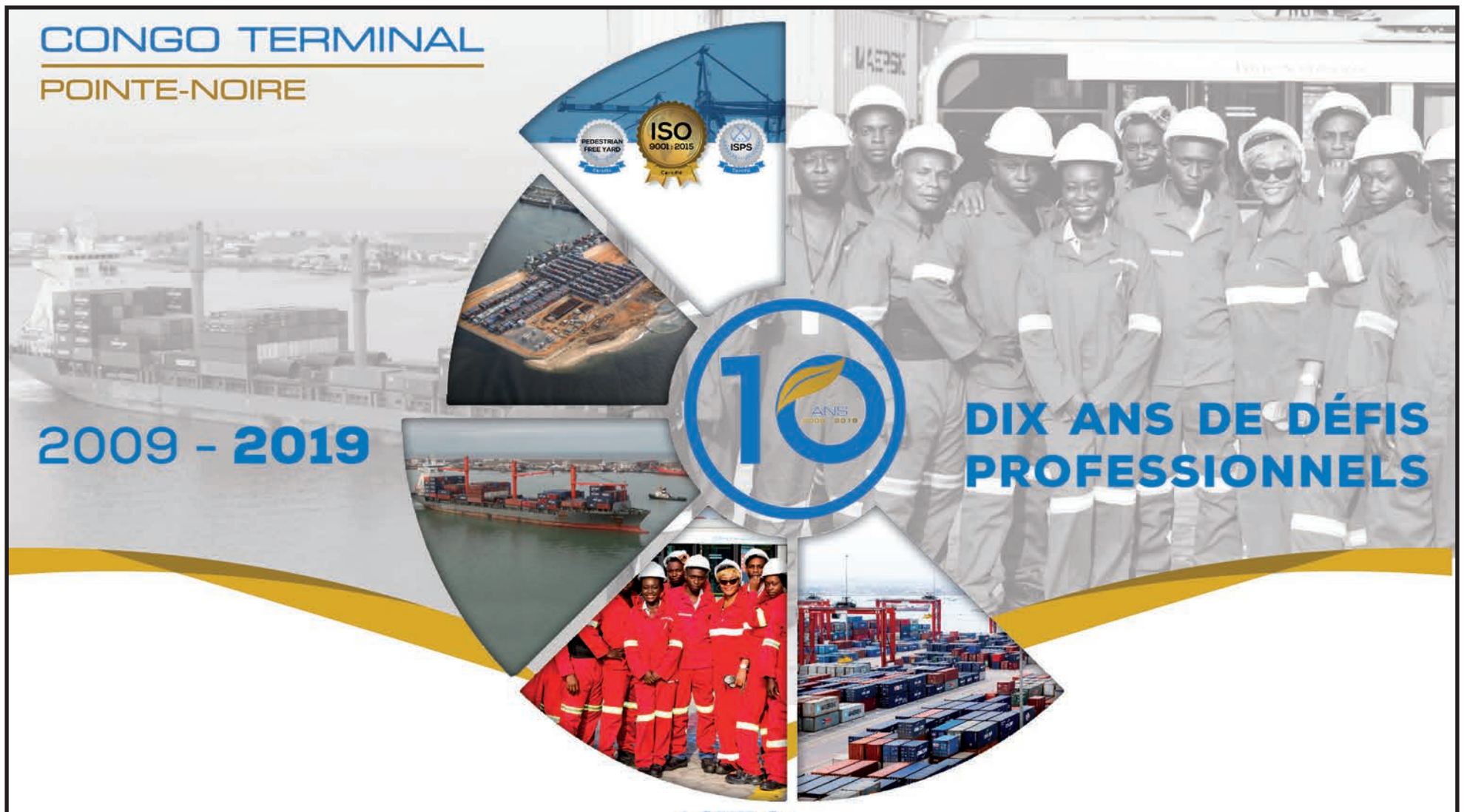
Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou transmis par voie électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le lundi 19 août 2019 à 14 heures :

Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU) - Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier - Brazzaville – République du Congo – Tél : [242]055568787 - Email : pedu_congo@yahoo.fr / mbouesso@yahoo.fr

Fait à Brazzaville, le 25 juillet 2019.

Le Coordonnateur du PEEDU

Maurice BOUESSO. /.



ACTE 2:
Les performances de Congo Terminal :
Réalisations et succès de la mise en concession du terminal à conteneurs

Depuis son démarrage en 2009 , Congo Terminal a consacré plus de 360 millions d'Euros d'investissements essentiellement destinés à la reconstruction et l'extension des quais, l'aménagement des aires de stockage à conteneurs, ainsi qu'à l'acquisition d' équipements ultramodernes de manutention et d'outils informatiques de dernière génération .Grâce à l'ensemble de ces travaux de réhabilitation et de modernisation réalisés sur les dix premières années de la concession , le port Autonome de Pointe-Noire (PAPN) a pu accéder au rang des plates-formes de transit et de transbordement parmi les plus performantes de la côte ouest du continent africain. Avec l'amélioration et le renforcement continu de la compétitivité du terminal, le Port de Pointe-Noire est dorénavant devenu une des destinations privilégiées par les plus grands armateurs mondiaux, confirmant ainsi l'extraordinaire attractivité et notoriété acquises par port et la société Congo Terminal, filiale de Bolloré Ports.

Deux ans à peine après la mise en concession, le PAPN accueillait pour la première fois le 29 Aout 2011, un navire de type Wafmax.
Il s'agissait du Maersk Chennai, un porte conteneurs de 249 mètres de long sur 37 mètres de large, avec un tirant d'eau de 13,5 mètres. Depuis lors, la taille des navires escalant à Pointe Noire n'a jamais cessé d'augmenter tandis que le port est dorénavant en mesure de recevoir des navires dont la capacité de transport peut atteindre 16.000 conteneurs.
Le trafic conteneurisé du Port Autonome de Pointe-Noire connait une croissance continue depuis 2009. Le terminal a ainsi et pour la première fois en 2018 , dépassé le seuil des 70.000 conteneurs traités sur un mois et a une nouvelle fois battu ce précédent record en mai 2019 avec la manutention de plus de 82.000 conteneurs à la veille de célébrer le 10 ème Anniversaire du démarrage des opérations au terminal .

De 180.515 conteneurs en 2009 lors de la mise de concession, le PAPN a dépassé les 738.000 conteneurs manutentionnés en 2018 tandis que sur la même période, le délai moyen de mise à disposition des conteneurs aux importateurs était réduit de 4 semaines à moins 2 semaines aujourd'hui avec l'objectif d'atteindre un délai inférieur à 10 jours sur la prochaine décennie. Le temps moyen de séjour à quai des plus gros navires est également passé de 3 jours à moins de 24 heures ; ce qui a permis de réduire les coûts opérationnels de 50% en éradiquant de surcroit les attentes sur rade des navires porte-conteneurs.

La qualité et l'importance des investissements réalisés et les progrès spectaculaires accomplis par Congo Terminal depuis 10 ans permettent aujourd'hui au Port de Pointe Noire de confirmer son rôle de porte océane de la sous-région et de principal hub d'Afrique centrale, au service des armateurs avec près de 75% l'activité du terminal qui est consacrée au transbordement.

L'amélioration de la desserte terrestre grâce aux synergies développées entre toutes les administrations et parties prenantes au travers de conventions sur le développement des corridors et du BLD dans le cadre de la facilitation du passage portuaire , grâce aussi aux nouvelles constructions et aux réhabilitations intervenues sur les réseaux routiers et ferroviaires qui ont pu s'appuyer sur la modernisation du port ont largement contribué à réduire les transit times à destination du Cabinda (moins de 24h) de la RDC (Kinshasa) à moins d'une semaine , favorisant ainsi la restauration de la vocation de pays de transit du Congo .

Création d'emplois et diverses qualifications
Congo Terminal qui emploie 870 salariés permanents et qui embauche très régulièrement un peu plus de 300 travailleurs journaliers auxquels s'ajoutent trois à quatre cents emplois induits à la sous-traitance est devenu en moins de 10 ans , l'un des plus gros contributeurs au marché de l'emploi sur la ville de Pointe Noire .De très nombreux jeunes congolais ont pu être formés à différents métiers de la manutention portuaire et des terminaux qui n'existaient jusqu'alors pas au Congo , dans des postes la plupart du temps très qualifiés comme ceux d'opérateurs de portiques de quais(STS) et de parcs (RTG), parmi lesquels on dénombre 9 femmes qui sont devenues les toutes premières opératrices du Congo et de l'Afrique Centrale.
La sécurité et de la sûreté des installations sont également au cœur des préoccupations Congo Terminal qui a obtenu quasi simultanément trois certifications sur la même année 2017. Tout d'abord la norme ISO 9001/2015 certifiant la qualité du service pour les opérations de chargement et de déchargement des navires, le stockage et la livraison des conteneurs. L'obtention ensuite de la certification Pedestrian free yard (Un terminal sans piétons) avec un score de 99% et qui impose à l'ensemble des travailleurs et visiteurs du terminal d'évoluer et exercer leurs activités dans des zones strictement contrôlées et sécurisées afin d'éviter d'exposer inutilement les agents aux risques d'éventuels accidents. Et enfin le renouvellement du certificat de conformité de nos installations au code ISPS. (Code international pour la sécurité des navires et des installations portuaires) délivrée par le Ministère des transports et de la marine marchande.
Toutes ces certifications confirment et participent à démontrer à l'ensemble des usagers du terminal et du port , au premier rang desquels les armateurs , la permanence des garanties de sécurité qui sont offertes aux personnes , aux biens et aux navires lors de leur passage et durant les opérations au port de Pointe Noire ainsi que tous les efforts et l'attention qui sont consacrés par l'ensemble des équipes de Congo terminal à l'amélioration continue de sa qualité de services .

A propos de Bolloré Ports
Bolloré Ports est un opérateur portuaire mondial avec 21 concessions portuaires dans le monde, dont 16 sur le continent africain. Premier opérateur d'infrastructures portuaires en Afrique et acteur majeur du traitement portuaire spécialisé en France, Bolloré Ports poursuit ses développements et investissements dans les pays où il est déjà présent, ainsi qu'en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine. Son savoir-faire s'articule autour de trois grands domaines d'expertise: les concessions portuaires, la manutention de fret traditionnel et le rôle d'agent d'expédition. Chaque année, Bolloré Ports investit 300 millions d'euros en Afrique dans la construction et le développement des infrastructures portuaires qui lui sont confiées afin de répondre aux exigences de ses clients, qu'ils soient armateurs, importateurs ou exportateurs

Contact Presse
Ghislain MAGINOT
Tél: 05.775.02.10
E-mail: ghislain.maginot@congo-terminal.com
www.congo-terminal.net

Une concession de : BOLLORÉ PORTS

AGENCE POUR LA SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION AERIENNE EN AFRIQUE ET À MADAGASCAR (ASECNA)

«Aucun milliard ne s'est envolé du compte de l'ASECNA, la gestion est saine», soutient le D.G. Mohamed Moussa

Dans son édition du 23 au 29 juin 2019, l'hebdomadaire Jeune Afrique a publié un article faisant état de l'évaporation de dizaines de milliards de F.CFA des caisses de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA). Ce qui n'a pas laissé de marbre les responsables de cette institution panafricaine. C'est ainsi que le 19 juillet 2019, au siège de l'ASECNA, à Dakar, au Sénégal, une conférence de presse a été organisée en présence de MM. Samuel Dinis Manuel, François Desmazières, Mohamed Moussa, Brice Ondongo Ezhet et Yves Armand Iyock, respectivement, président du Comité des ministres des pays membres de l'ASECNA et ministre des Transports et des communications de Guinée Bissau, Président du Conseil d'Administration, Directeur Général, agent comptable, et inspecteur général.

de g. à dr.: Yves Armand Iyock, Mohamed Moussa, François Desmazières, Samuel Dinis Manuel, et Brice Ondongo Ezhet.

C'est à un véritable exercice de transparence et d'explication que se sont livrés les responsables de l'ASECNA. Au cours de ce face-à-face avec les chevaliers de la plume et du micro qui, selon François Desmazières, était placé sous le signe de la «bonne gestion et de la bonne comptabilité de l'ASECNA qui va en s'améliorant».

«On n'avait pas prévu de faire cette conférence de presse à l'issue de ce conseil d'administration. Et puis, finalement, un grand hebdomadaire parisien nous ayant percutés, on s'est dit que si ce genre de choses arrivent, c'est, sans doute, parce qu'on ne communique pas suffisamment bien. On l'avait en tête déjà, on s'était dit, il faut absolument une grande opération de communication au 60e anniversaire le 12 décembre 20190, à Dakar. Et donc, on avait tout repoussé au 12 décembre 2019. Mais dans la mesure où Jeune Afrique a posé un certain nombre de questions, on s'est dit qu'à l'un de nos niveaux du conseil d'administration et des corps de contrôle, il valait mieux qu'on traite tout de suite les questions qui ont été posées sur la gestion et sur les comptes (...)», a expliqué, dans son mot liminaire, le Président du Conseil d'Administration de l'ASECNA.

Parlant des performances techniques et opérationnelles de l'ASECNA, Mohamed Moussa a souligné que pour l'année 2018, cette institution a géré 599 905 vols et «en termes de qualité des services, nous avons eu 4 ARPROX pour 100 000 vols. ARPROX signifie le fait que deux avions se soient retrouvés dans une situation qui pourra entraîner un conflit, mais c'est sans danger. C'est une performance qui représente 0,84% pour 100 000 vols réalisés et contrôlés, c'est la meilleure performance mondiale de l'année en matière de sécurité de la navigation aérienne».

Une vue des journalistes

Le D.G. de l'ASECNA a aussi relevé le net progrès du nombre des pertes de séparation entre un pilote et un contrôleur de la circulation aérienne de cette institution: six en 2014, quatre en 2015, quatre en 2016, trois en 2017, deux en 2018. Et soutenu qu'en 60 ans, l'ASECNA n'a connu aucun accident majeur dans son espace aérien qui lui est imputable. Ce qui fait d'elle l'un des meilleurs opérateurs du monde. Des performances réalisées grâce à son propre réseau de communication d'une superficie de 16 millions de Km2, composé de 128 stations terriennes, et implanté sur trois continents. *«Nous sommes la seule organisation au monde à disposer d'un réseau aussi immense»,* a-t-il martelé.

Parlant de la santé financière de l'ASECNA, il a affirmé que cette institution ne s'est jamais aussi bien portée qu'actuellement: un chiffre d'affaires en progression constante, depuis cinq ans; des résultats nets des exercices également en croissance constante; la capacité d'autofinancement est passée de 13 milliards, en 2014, à 29 milliards en 2015, 41 milliards en 2016, 52 milliards en 2017, et 67 milliards en 2018.

Si l'ASECNA a atteint ces performances, c'est grâce à son capital humain formé dans trois écoles africaines: l'Ecole africaine de l'aviation civile et de la météorologie (Niger); l'Ecole de sécurité incendie (au Cameroun); et l'Ecole régionale de la navigation aérienne (Sénégal). Un capital humain qui présente aujourd'hui 5174 employés communautaires, et environ 3000 agents au service des Etats. Ce qui fait un effectif total d'environ 9000 agents. «De la création à aujourd'hui, nous sommes passés à 99,99% où il n'existe que de la compétence africaine. L'ASECNA est dirigée à 99,99% d'ingénieurs africains», a argué Mohamed Moussa.

M. François Desmazières est revenu sur comment le Conseil d'administration fait pour contrôler la qualité du travail de la Direction générale. *«Quand on est au conseil d'administration, avant de rendre compte aux ministres, on doit s'assurer nous-mêmes de la qualité du travail. Alors, on a deux commissions de vérification: la première sur la sécurité date de 2010. Et la commission vérification des comptes (CVC), composée de deux experts comptables et d'un inspecteur général de l'administration, spécialisé dans les audits de transport. Cette commission rend quatre rapports qui ne sont pas secrets au Conseil d'administration. Le rapport important, c'est le rapport sur le contrôle des comptes financiers dans lequel le CVC produit une opinion sur la certification des comptes. Cette année, comme l'année dernière, nous avons obtenu une certification avec réserve.*

De 2012 à 2014, on a connu une crise comptable due à une erreur dans la conduite du changement. En 2012, la Direction générale a décidé de changer le système comptable, et le système informatique…», a-t-il expliqué.

Revenu à la charge, le D.G. de l'ASECNA a fait part de son ambition de faire *«un ciel unique pour l'Afrique»*. Grâce au projet SBAS, le plus grand projet de l'ASECNA qui lui permettra d'assurer la navigation aérienne, grâce à son propre satellite.

«L'image journalistique qui a été donnée de ces 25 milliards qui se seraient envolés, c'est une image totalement erronée de l'appréciation du contenu de l'analyse de la Commission de vérification des comptes de l'Agence. Aucun milliard ne s'est envolé du compte de l'ASECNA. Il s'agit d'une problématique de simple comptabilité. C'est une gestion saine, c'est la gestion la plus contrôlée du monde. Parce que l'ASECNA est d'abord soumise au contrôle de chaque Etat membre. Ça fait 18 Etats qui nous contrôlent chaque année», a dit, avec force, Mohamed Moussa.

Pour mémoire, l'ASECNA a été créée le 12 décembre 1959.

C'est un établissement public doté de la personnalité morale et jouissant d'une autonomie de gestion considéré comme la plus ancienne institution de coopération et d'intégration africaine et malgache.

Son budget de l'année 2018 s'élève à 3,7 milliards de F. CFA.

Une vue du siège de l'ASECNA à Dakar

CUBA

Le cardinal Ortega rappelé à Dieu

L'archevêque émérite de La Havane est décédé le vendredi 26 juillet 2019, à l'âge de 82 ans. Figure majeure de l'histoire récente de Cuba, le cardinal Jaime Ortega y Alamino s'est éteint, trois ans après s'être retiré de sa charge d'archevêque de La Havane. Dans un télégramme adressé à son successeur, Mgr Juan de la Caridad Garcia Rodriguez, et signé par le cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État du Saint-Siège, le Pape François a adressé ses condoléances aux proches du cardinal cubain et aux fidèles du diocèse de La Havane.

Le cardinal Jaime Ortega y Alamino

Dans ce court message, le Pape offre ses *«suffrages pour le repos éternel du défunt, qui a servi l'Église et ses frères dans les différentes charges que la Providence lui a confiées»* et adresse la bénédiction apostolique *«comme signe de l'espérance chrétienne dans le Seigneur ressuscité».* Pour sa part, le gouvernement a salué son *«travail infatigable»* et son *«amour pour Cuba».*

Né dans le village de Jaguey Grande, le 18 octobre 1936, Jaime Ortega avait été formé par les pères des Missions étrangères de Québec, et il était donc parfaitement francophone. Ordonné prêtre en 1964 pour son diocèse de Matanzas, il connaît un début de sacerdoce mouvementé, dans le contexte de la persécution religieuse menée alors par le régime castriste. Interné dans un camp de travail en 1966, il est toutefois libéré en 1967, devenant curé de plusieurs paroisses, en ville comme en zones rurales. Il se consacre particulièrement à l'apostolat des jeunes. En 1978, à 42 ans, il est nommé par Jean-Paul II, évêque de Pinar del Rio, puis il est rapidement promu à La Havane, dès la fin de l'année 1981, Son long épiscopat de près de 35 ans dans la capitale cubaine, jusqu'en 2016, sera marqué par une lente et graduelle détente des relations entre l'État communiste et l'Église.

Le cardinal qui avait reçu trois Papes

Le cardinal Ortega parvient à remettre l'Église catholique au cœur de la société. Alors qu'elle avait été longtemps confinée au seul culte, il lui redonne une assise sociale, notamment en fondant la Caritas locale dès 1991, et en 2011 avec la création du Centre culturel Père Felix-Varela, dédié à la formation des laïcs. Ayant noué une relation personnelle avec Raul Castro, qui succède à son frère Fidel Castro dans les années 2000, le cardinal Ortega jouera un rôle important en négociant la libération de prisonniers politiques, et il sera aussi l'une des chevilles ouvrières du rapprochement américano-cubain en décembre 2014.

Il est l'un des seuls évêques au monde à avoir reçu la visite de trois Papes: Jean-Paul II en 1998, Benoît XVI en 2012, et enfin François en 2015, sans oublier l'escale historique du Pape François à La Havane en février 2016, non pas cette fois pour une visite pastorale mais pour un entretien avec Cyrille, le Patriarche de Moscou.

Créé cardinal par Jean-Paul II en 1994, il a participé aux conclaves de 2005 et 2013. Au sein de la curie romaine, il avait notamment été membre de la Congrégation pour le clergé et de la Commission pontificale pour l'Amérique latine. Outre sa présidence de la Conférence épiscopale cubaine de 1988 à 1998 et de 2001 à 2007, il fut aussi vice-président du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) de 1995 à 1999.

Après son décès, le collège cardinalice compte désormais 217 membres, parmi lesquels 120 cardinaux électeurs et 97 non-électeurs.

Gislain Wilfrid BOUMBA

DIOCÈSE DE GAMBOMA

Mgr Urbain Ngassongo a ordonné deux diacres et trois prêtres

Par l'imposition des mains de Mgr Urbain Ngassongo, évêque de Gamboma, deux grands séminaristes: Baruch Neriya Nakoutala et Crépin Okoua ont été admis au diaconat, tandis que trois diacres ont accédé au presbytérat. Il s'agit des abbés Giresse Hiver Gabin Aloua, Sabinau Ledestin Ebeze Bia, Marc Sanders Okemba Olingou. C'était le dimanche 30 juin 2019 en la cathédrale Saint Pie X de Gamboma. Mgr Victor Abagna Mossa, évêque d'Owando a accompagné son confrère de Gamboma au cours de cette cérémonie, avec de nombreux prêtres venus aussi bien du diocèse de Gamboma que d'ailleurs. Cette messe a connu la participation du couple Hugues Ngouelondele dans les rangs des autorités civiles, traditionnelles et militaires, ce qui a rehaussé l'éclat de cette cérémonie.

Les nouveaux prêtres et diacres

La chorale du doyenné-nord du diocèse de Gamboma a apporté son animation chaleureuse au cours de cette eucharistie. Après l'homélie de Mgr Urbain Ngassongo, c'était la cérémonie d'ordination des diacres et des prêtres qui a attiré l'attention de tous. Avec la présentation des nouveaux candidats au diaconat et au sacerdoce par le père Gabriel Bodiong, vicaire général de Gamboma, et le dialogue rituel entre le père évêque et les ordinands.

Mgr Urbain Ngassongo a invité les chrétiens à comprendre l'engagement d'être à la suite du Christ, en qualité de disciples. *«La vie chrétienne, a des exigences auxquelles personne ne peut s'exclure. Car, chercher à les exclure, c'est glisser vers la mondanité squelettique.»* Jésus Christ, notre Seigneur déclare: *«Si quelqu'un veut venir à ma suite, qu'il renonce à lui-même et prenne sa croix et me suivre», cette exigence christique, doit être intériorisée et assimilée par le chrétien. Elle ne vient pas détruire notre liberté et notre autonomie,*

Mgr Urbain Ngassongo.

mais les stabilise et féconde la communion entre Dieu et les hommes, et celle des êtres humains entre eux. Être disciple du Christ n'est pas un jeu aléatoire, mais un engagement avec détermination.»

Assumer la vocation, c'est répondre immédiatement à l'appel de Dieu, a rappelé Mgr Urbain Ngassongo aux nouveaux diacres et prêtres. «Assumer la vocation sacerdotale, c'est de s'approprier les fonctions sacerdotales suivantes: Enseigner, Sanctifier et Conduire ou Guider les personnes vers le Christ. Dans l'Évangile, Jésus-Christ invite celui qui s'engage à sa suite à tout quitter, afin d'être plus libre et dévoué pour la cause de Dieu qui n'est autre que le service de l'Église et des humains. Dans Daniel, 3, 85, il est dit et vous les prêtres bénissez le Seigneur. Nous nous recommandons nous-mêmes comme des ministres de Dieu: par beaucoup d'endurance, dans les détresses, les difficultés, les angoisses, les coups, la prison, la Sainteté de l'esprit et la sincérité de l'amour par une parole de vérité. Chers prêtres, nous sommes au service de Dieu dans son Église, oui, l'action de l'Esprit Saint nous permet de mettre en mouvement créateur et rédempteur la sainteté, afin qu'elle se déploie et se développe. Alors il s'agit de s'inscrire à l'école de la Miséricorde Divine pour se renouveler. Vous prononcez un *«oui» à Dieu, sans retour et sans regret».*

Le père évêque a relevé que le diocèse de Gamboma est rural. Il faut donc savoir que la mission reçue est celle de l'évangélisation du tissu culturel. Il a rappelé aux parents que les prêtres ne sont pas des entreprises d'argent, mais des pasteurs au service de l'Évangélisation. Les prêtres doivent cultiver la solidarité, l'humilité dans leur vie, afin de s'engager dans une solidarité active à l'égard des populations des périphériques existentiels, a insisté Mgr Urbain Ngassongo. Au nom de tous les ordonnés, l'abbé Marc Sanders Okemba Olingou a remercié tout d'abord le Seigneur pour sa grâce qui leur a permis d'être des prêtres et il a également dit merci aux parents pour avoir accepté de donner leurs enfants au service du père dans sa moisson qui est le diocèse de Gamboma.

Madocie Déogratias MONGO

PASTORALE DE LA JEUNESSE

Rome a abrité un forum des jeunes

Il s'est tenu à Rome du 19 au 22 juin 2019, le 11e Forum international des jeunes. Il a été organisé par le Dicastère pour les laïcs, la famille et la vie, sous le thème: «Jeunes en action dans une Église Synodale». La Commission épiscopale pour la pastorale de l'enfance et de la jeunesse (C.E.P.E.J) du Congo-Brazzaville était représentée par Valdain Emmany Kimbembe, secrétaire chargé de l'organisation de la C.E.P.E.J.

Photo de famille lors du Forum des jeunes à Rome

Cette rencontre post-synodale, a connu la participation de près de 350 jeunes venus de 109 pays du monde. Le forum a commencé dans la journée du 19 juin par une prière initiale, les mots de bienvenues des cardinaux Kevin Farell et Lorenzo Baldisseri, respectivement, préfet du dicastère pour les laïcs, la famille et la vie (DLFV) et secrétaire du synode des évêques, suivis de la présentation des délégués, du programme et des objectifs du forum.

Le processus synodal jusqu'à Christus Vivit, animé par le père Giacomo Costa, secrétaire spécial du synode des jeunes; la participation des jeunes au processus synodal (partage d'expériences par les responsables de la pastorale des jeunes); les fruits du processus synodal dans nos réalités ecclésiales; la grande annonce pour des jeunes, et bien d'autres thèmes animés par Robert Cheai, professeur de Théologie fondamentale, ont ponctué cette rencontre intercontinentale.

Le père Alexandre Awi Mello a animé la conférence sur: *«La responsabilité des jeunes dans l'Église- Une réponse à l'exhortation du synode».* Il a invité les jeunes à être des acteurs dans la responsabilité, des personnes ayant la capacité d'écoute, de réunir et de dialoguer. *«Les jeunes doivent sortir de leur zone de confort pour raviver l'Église universelle»,* a-t-il affirmé. Ce thème a été clôturé par des interventions libres des participants au Forum.

En clôture des travaux, le père Joao Chagas, responsable du bureau jeune du Dicastère pour les Laïcs, la Famille et la Vie, a dit: *«Nous avons vécu l'expérience avec le Christ vivant, une pentecôte ou une expérience d'universalité car les jeunes sont la pentecôte de l'Église. Ce ne sont pas les documents qui vont changer les choses mais c'est le Christ vivant. Dans l'avenir, nous organiserons un Congrès international des jeunes».*

Une soirée festive, précédée d'une messe célébrée par Mgr Fabio Fabene, sous- secrétaire du synode des évêques, a été organisée. Mais c'est la rencontre avec le Pape François, qui a définitivement donné le ton de la séparation. Au cours de cette audience, un des participants a lu et remis au Pape François le communiqué final des travaux. Et le Pape, à son tour, a invité les jeunes à être des protagonistes du changement dans l'Église. Il a salué tous les participants au Forum pour les encourager dans le cheminement synodal.

Au cours de la soirée, le délégué de la CEPEJ du Congo Brazzaville a fait vibrer la salle lors de la prestation du continent africain par le chant «La Jeunesse» dont il est l'auteur compositeur.

Madocie Déogratias MONGO
(Sur les notes de Valdin Emmany Kimbembe)

NÉCROLOGIE

MM. Juvet Pierre Ngouono, Gaston Maboungou, Mme Isabelle Nkoula, secrétaire générale de la Communauté urbaine de Zanaga, M. Joseph Maboungou et les enfants Nkoula, ont la profonde douleur d'informer les amis et connaissances du décès de leur oncle et père, Gabriel NKOULA, retraité du Centre national de reboisement (CNR), membre de la Mutuelle catholique pour la solidarité chrétienne (MUCA.SO.C) et du Foyer chrétien de la paroisse Ndunzia Mpungu **de Mfilou Ngamaba.**

Le décès est survenu le samedi 27 juillet 2019 au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU).

La veillée mortuaire se tient à son domicile, 12 rue Missafou, **quartier Kibouende (Mfilou Ngamaba). Repère : rue Pointe-Noire, Terminus Mairie Mfilou.**

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

EN JUILLET FAITES LE PLEIN DE CHAÎNES

CANAL+ INTERNATIONAL S.A.S. AU CAPITAL DE 3 912 064 € - 592.033.401 RCS NANTERRE

POUR TOUT REABONNEMENT
15 JOURS
OFFERTS*
A TOUT CANAL+

JUSQU' AU 31 JUILLET 2019

PROFITEZ DE 15 JOURS OFFERTS A TOUT CANAL+ POUR TOUT REABONNEMENT

06 877 92 92
(COÛT D'UNE COMMUNICATION LOCALE SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)

* Offre valable du 05/07/2019 au 31/07/2019 pour tout réabonnement à l'une des formules suivantes : ACCESS, ACCESS+, ESSENTIEL+, EVASION, EVASION+. Bénéficiez de la formule TOUT CANAL+ offerte pendant 15 Jours. Voir conditions de l'offre auprès de votre distributeur agréé.

LES BOUQUETS CANAL+

UNIVERSITÉS D'ÉTÉ DE BACONGO

Une leçon inaugurale a édifié les habitants sur l'initiative

Officiellement lancées samedi 13 juillet dernier au marché Tâ Ngoma (Bacongo), dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, les premières universités d'été de Bacongo sont entrées dans leur phase opérationnelle jeudi 18 juillet 2019, par une leçon inaugurale donnée devant le ministre d'Etat Florent Ntsiba, directeur de cabinet du président de la République, les élus de la République dans leur diversité, les participants, sympathisants et habitants de Bacongo.

Des intervenants à la leçon inaugurale

La leçon inaugurale a eu pour sous-thèmes: ''Le comité de gestion et le développement communautaire (CGDC) en République du Congo'', animé par Ange Exhaussé Mbemba Samba, directeur des compétences et des institutions locales au ministère de l'Administration du territoire; ''La démocratie participative: comment stimuler l'implication des habitants au développement de leur quartier, le cas du 9e arrondissement de la ville de Lyon (France)'', développé par Hubert Julien Laferrière, député de La République en marche, vice-président du groupe d'amitié France-Congo à l'Assemblée nationale française et ancien maire de ce 9e arrondissement.

Pour Donald Fylla de la Dynamique Vumbuka, s'inspirer de l'expérience du 9e arrondissement de Lyon pour développer Bacongo, 2e arrondissement de Brazzaville, s'inscrit dans la trajectoire de la leçon inaugurale et par extension des universités d'été de Bacongo proprement dites. La démarche dans le 9e arrondissement de Lyon consistait à *«associer le citoyen au débat public, rapprocher la décision publique du citoyen»*, a indiqué Hubert Julien Laferrière. *«Quand je suis arrivé à Lyon, il y a une vingtaine d'années, le 9e arrondissement était une partie de la ville assez sombre…C'était une sorte de désert en traversant Lyon…Actuellement, tout le monde veut s'installer dans le 9e arrondissement (les universités, les entreprises)... Et en tant qu'habitant de cet arrondissement, j'ai vu comment nous avons été sollicités dans les communautés de quartier, dans les réunions, pour des projets d'urbanisme. On était associé à toutes les décisions et on nous demandait quel était notre souhait pour le développement de notre arrondissement. C'est ce qu'on essaie de rééditer ici lorsque nous disons: «si on se parlait»*, a fait savoir Donald Fylla à cette leçon inaugurale. D'où des urnes placées dans Bacongo: à la mairie et dans les résidences des chefs de quartiers, pour permettre à chaque citoyen de cet arrondissement de glisser dans l'urne sa perception de Bacongo et sa proposition, pour que soient résolus les problèmes qui minent cette entité administrative.

Un dépouillement sera fait à la fin de la consultation et des responsabilités seront réparties suivant les doléances exprimées en tenant compte des compétences, l'Etat ou les citoyens eux-mêmes. Car, Vumbuka ne voudrait pas se substituer à l'Etat. Mais certaines actions comme la salubrité de l'environnement, l'entraide mutuelle, etc., relèvent juste d'un sursaut patriotique.

Précédemment prévues du 5 au 21 juillet 2019, les universités d'été de Bacongo se sont poursuivies jusqu'au 29 juillet.

Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU

ENVIRONNEMENT

Brazzaville des érosions!

L'expansion urbaine sauvage des villes au Congo entraîne les érosions dues, dans l'ensemble, à l'absence de lotissement et à l'élimination du couvert végétal stabilisant le sol. Malgré les travaux de grande envergure entrepris par le Gouvernement pour lutter contre les ravins et les érosions, le phénomène ne cesse de gagner du terrain, mettant à mal les habitations, tout comme les voiries urbaines.

Un ravin à Ngamakosso

La capitale congolaise, Brazza la verte, Brazza la belle, est devenue Brazzaville des érosions et des ravins! Les causes: l'expansion sauvage des quartiers d'habitation même dans les zones mises en défens; les pluies diluviennes lessivant dangereusement les sols et détruisant les canalisations existant déjà, l'absence de lotissement, le déboisement des bosquets à la périphérie de Brazzaville, l'insuffisance des systèmes de drainage des eaux pluviales, le déficit communicationnel des administrations habilitées sur les zones habitables et non habitables, la caducité du plan directeur de la ville, le non curage des canalisations à temps etc.

Dans nombre de quartiers de Brazzaville comme Ngamakosso, Massengo, Kombo-Matari, Maman-Mboualé, Jacques-Opangault, Mikalou, Emeraude, Casis, Kahounga, Moukondo, Mouhoumi, Sadelmi, Kinsoundi, Moukoundzi-Ngouaka, Mayanga, etc. les érosions continuent de semer la désolation, causant parfois des pertes en vies humaines et d'énormes dégâts matériel.

Les habitants qui vivent dans ces quartiers ont la peur au ventre lors des grandes pluies. Certains anticipent en abandonnant leurs maisons. D'autres prennent des initiatives pour retarder l'évolution des ravins, en attendant l'évaluation et l'agir du Gouvernement. Une ultime façon de sauver les habitations susceptibles d'être avalées par l'avancée des ravins. Ils recourent généralement aux vidanges de sacs de ciment en les remplissant de sable, aux pneus usés et aux ordures ménagères.

Le Gouvernement congolais a lancé en juillet 2011 un projet de lutte contre les érosions, le glissement des terrains et autres phénomènes naturels dus à l'occupation anarchique des terres. Ce projet intitulé «Aménagement des bassins versants et stratégies de lutte contre les érosions hydriques à Brazzaville» vise un aménagement intégré durable de terres urbaines et périurbaines. Il est depuis mis en œuvre, mais les résultats ne sont toujours pas palpables à ce jour.

Les autorités sont pointées du doigt, car le phénomène des érosions est aussi la conséquence directe des chantiers abandonnés par l'Etat. Aussi, les populations des quartiers, qui connaissent ce phénomène, dénoncent-elles l'inertie des pouvoirs publics qui, selon elles, n'ont pas su financer jusqu'à terme la réalisation effective des travaux.

Un comité interministériel chargé de gérer le problème des érosions à Brazzaville et à Pointe-Noire a été mis en place en juillet dernier, avec une ligne budgétaire d'un milliard de F.CFA (Loi de finance exercice 2018), pour résoudre les problèmes de ravins dans les deux grandes villes du pays, Brazzaville et Pointe-Noire. Malheureusement, cette enveloppe ne faisait pas le poids au regard de l'ampleur de la situation sur le terrain. Le Gouvernement est vivement critiqué par les populations vivant dans ces quartiers précaires, car aucune réponse concrète et pratique n'est apportée d'ici à la fin de la saison sèche.

La construction de canaux de drainage à Ngamakosso a été lancée pour juguler le phénomène des érosions. Bien que l'entreprise CRBC (China road and bridge corporation) assure l'exécution des travaux, la situation reste inchangée. Au grand désespoir des riverains!

Marcel MPOLO MPANDZOU, (Stagiaire)

ECONOMIE

La tontine, banque des pauvres

La tontine est une vieille habitude qui existe depuis toujours dans les mœurs des Africains au sud du Sahara et des Congolais. Sa persistance s'explique par les avantages dont jouissent les cotisants. Grace à la tontine, nombre de personnes au Congo ont pu s'acheter des parcelles, construire des maisons et soutenir la scolarité de leurs enfants. Une autre raison de sa longévité, c'est qu'elle est un palliatif à la rigueur des banques classiques et aux exigences des microfinances.

Loin d'être un phénomène de thésaurisation comme le pensent certaines personnes, la tontine est en quelque sorte la banque des pauvres. Fuyant le rigorisme des banques, les petites gens ou les pauvres ont depuis des lustres développé la tontine pour faire face à certains de leurs besoins.

Existant depuis le milieu du 19e siècle en Afrique, elle est pratiquée par presque tous les Africains, et les Congolais ne font pas exception. Le lieu social d'une tontine est fort au Congo comme partout ailleurs dans la partie subsaharienne de l'Afrique, les participants étant les amis, les membres de la famille ou des voisins. Ne point donc payer ou rembourser sa part, c'est risquer de se faire exclure du cercle des proches. La tontine agit donc comme une incitation au travail puisque les participants se doivent de rembourser l'argent ou les services empruntés. C'est une association rotative d'épargne et de crédit pour les gens qui n'ont pas facilement accès aux systèmes bancaires traditionnels, elle est donc devenue une forte pratique dans la société congolaise, vu ses différents rôles: social, économique et financier.

La tontine a d'abord un rôle social au Congo. Elle privilégie le groupe par rapport à l'individu et peut dicter des comportements; elle est souvent utilisée comme une caisse de prévoyance à laquelle chacun adhère en prévision des aléas qui peuvent survenir, par exemple une maladie, un décès. Il s'agit ici des tontines instaurées au sein des familles.

En économie, son objectif est d'utiliser les fonds pour des investissements à court terme ou pour des évènements prévus ou imprévisibles, de manière collective ou individuelle. L'individu qui souhaite emprunter pour usage personnel, doit d'abord présenter son projet, qui doit être accepté par le reste des participants. L'emploi des fonds étant parfois surveillé par un membre désigné de l'association tontinière.

Sur le plan financier, la tontine peut mobiliser de l'épargne. Dans ce cas, elle possède la particularité d'impliquer une cotisation périodique. Ces cotisations peuvent être attribuées au membre qui en a le plus besoin, ou selon un ordre préétabli.

Grace VOULIGUERI, (Stagiaire)

ARRONDISSEMENT 6 TALANGAÏ

La passerelle de Ngamakosso, un coupe-gorge pour les passants!

La voie goudronnée appelée deuxième sortie nord de Brazzaville avait été coupée en deux parties au niveau du quartier Ngamakosso par un ravin, suite à la grande pluie qui s'était abattue dans la nuit du 18 au 19 février 2018. Aujourd'hui, le déplacement des habitants de ce quartier est devenu une épreuve.

Pour aller d'un côté à l'autre du quartier, les habitants sont obligés d'emprunter une passerelle, alors que non loin de là existe une autre voie plus large qu'ils qualifient de contour. Cette passerelle est tellement prise par les habitants qu'on a l'impression de ne plus respirer librement lorsqu'on s'y engouffre, surtout aux heures de pointe, c'est-à-dire quand les travailleurs, les élèves, les étudiants, les vendeurs et d'autres personnes sortent ou rentrent chez eux.

La voie, étroite, est si encombrée au possible à ces heures que les populations sont obligées de s'aligner en deux rangs: l'un pour tous ceux qui vont à Ngamakosso, Château d'eau, Kintélé-Manianga ou Kintélé-Port, et l'autre pour tous ceux qui prennent la direction de maman Mboualé, Petit chose, etc. Mais malgré cette astuce, il n'est pas surprenant de voir des scènes de dispute et d'entendre les insultes les plus salaces. Des personnes se fâchent parce que bousculées, piétinées et poussées, et des voleurs en profitent pour commettre des larcins. Il n'y a pas très longtemps, une jeune fille a fondu en larme après s'être rendue compte qu'on avait ouvert son sac et volé son téléphone. Le plus attristant, c'est de voir les femmes enceintes très fatiguées, les personnes âgées qui n'en peuvent plus, les personnes infirmes très mal en point en file indienne sur fond de bousculade.

A noter que sur cette passerelle, il y a un caniveau dont les barres de fer partiellement à découvert, blessaient des passants. Elles ont été enlevées après plusieurs désagréments signalés. Mais une chute en contrebas reste toujours possible…

Shara Deo-Gracias BOUKA, (stagiaire)

APPEL A CANDIDATURE

Renouvellement de la composition du CCN-Congo Société civile

Toutes les ONG, plates-formes, réseaux, impliqués dans la lutte contre le VIH/Sida, le paludisme et la tuberculose et intéressés à faire partie du CCN-Congo sont invités à répondre à l'appel à candidature lancé par le CCN-Congo. La documentation relative à cet appel à candidature peut être retirée à partir du jeudi 25 juillet 2019, au siège du Secrétariat du CCN-Congo.

Sis 132, Avenue Maréchal Lyautey, en face du CHU de Brazzaville.

B.P.:909 - Tél.: Bureau : +242 053448661/010244510.

Port.:055574401.

Email: ccm.congo@yahoo.com

N.B.: Les dossiers de candidature doivent être déposés au CCN, au plus tard, le 16 août 2019, à 16 heures précises.

LITTÉRATURE

«L'avenir est dans ma tête», septième roman d'Henri Djombo

Une journée littéraire en hommage à Henri Djombo, romancier, dramaturge de renommée internationale et homme d'Etat, a été organisée le jeudi 18 juillet 2019 à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville. Elle a draîné un grand monde et a donné lieu à plusieurs activités, au nombre desquelles une présentation du nouveau roman de 168 pages, «L'avenir est dans ma tête» publié aux Editions Le Lys Bleu, le 13 juin 2019. Mais aussi la représentation de la pièce tirée du roman «Les bruits de couloirs» du même auteur.

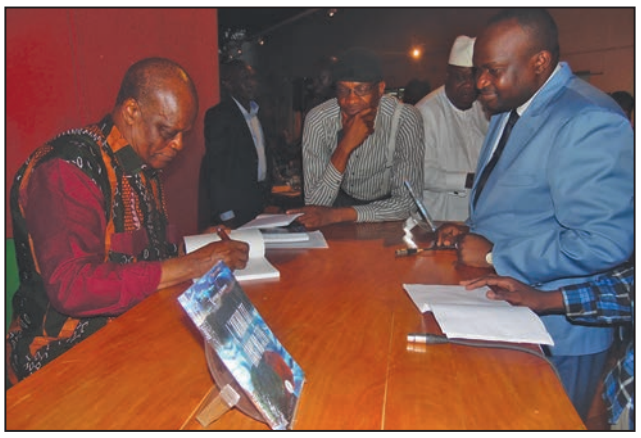
Le roman «L'avenir est dans ma tête» retrace l'évolution sociale, intellectuelle et sentimentale d'un homme, Evi Zéla, depuis son village natal, Enyellé, jusqu'aux gratte-ciels de New York et aux lumières de Brasilia. Il reçoit de l'institution qui l'emploie la mission de convaincre les populations du Sud de l'universalité de la démocratie. Les lieux évoqués sont certes ceux qui ont vu naître l'auteur, grandir et poser ses marques sur le chemin de la connaissance et du développement, il n'en demeure pas moins que, du fait de son déploiement imaginaire, du jeu et des enjeux de la mémoire qui le fondent, de la psychologie, et des itinéraires des personnages qu'il campe, le récit installe le lecteur dans une pure fiction.

Elle se nourrit de l'expérience de l'écrivain et aborde, avec force et pertinence, des sujets tabous et cette grande question de l'heure: la démocratie est-elle une donnée universelle?

«L'avenir est dans ma tête» est le septième roman d'Henri Djombo. Un «roman d'éducation», un genre à sa mesure, écrit au plus près de la vie. L'auteur y excelle dans l'art de raconter, résumé dans cette remarquable opposition des paysages et des nuances psychologiques qui en marque la narration.

«Au chapitre premier de l'ouvrage, rapporte Ramsès Bongolo, écrivain et critique de l'œuvre, *«Evi Zéla, personnage central, expose les coutumes de son Congo central, précisément d'Enyellé, son terroir où, à l'âge de trois mois, sa mère l'avait initié à la nage, en le plongeant dans la rivière. Tous les bébés d'Enyellé et des bébés environnants ont eu un premier contact avec l'eau de la même manière. Ils ne comprenaient pas ce qui leur arrivaient, ils se débattaient en agitant les mains et les pieds, puis ils revenaient à la surface, en maintenant en équilibre les mains et la bouche hors de l'eau…».*

«Au fil de la narration, poursuit-il, Evi Zéla met un point en exergue, l'école était venue soustraire de ses habitudes, des enfants solides et intelligents qui volaient de classe en classe sans qu'on ne sut jamais où ils s'arrêteraient. Loin de stigmatiser l'école, le narrateur aide plutôt à comprendre que l'école peut contribuer au changement ou à l'évolution des mœurs».



Henri Djombo pendant la dédicace de son nouveau roman

La séance des questions-réponses a permis à l'auteur d'éclairer la lanterne de l'assistance notamment sur le titre de son livre, qui, a-t-il dit, veut simplement dire que chaque projet se conçoit d'abord dans la tête, avant d'être mis en œuvre.

La cérémonie a été rehaussée de la présence du ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, et du président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), Philippe Mvouo.

La représentation de la pièce *«Les bruits de couloirs»* a permis à près d'une trentaine d'artistes d'interpréter intelligemment le rôle de chaque personnage qu'ils ont incarné.

«Bruits de couloirs» est le récit d'une spéculation qui trouble l'équilibre et l'harmonie du Royaume Kinango. Un jour, alors qu'après des années de difficultés, le royaume s'est relevé et jouit d'une bonne stabilité sous le règne d'un roi apprécié de ses citoyens, celui-ci annonce à ses proches qu'il souhaiterait ouvrir le royaume en République. L'annonce n'est pas encore officielle. Mais sa divulgation, de bouche-à-oreille, suscite déjà des soulèvements partout.

Le monde autour du roi s'oppose fortement à l'initiative, notamment sa famille proche qui essaie de le dissuader, mais en vain. La famille va donc comploter contre lui pour contrer cette volonté et se débarrasser du roi. Malheureusement, cela aura des conséquences irréversibles.

Cette représentation théâtrale qui a connu la participation de quatre metteurs en scène a été vivement saluée par l'auteur Henri Djombo.

Alain-Patrick MASSAMBA

CENTRE CULTUREL RUSSE DE BRAZZAVILLE

Le coup d'essai romanesque de Fourier Ngama-Ikounga présenté au public

Le monde littéraire avait rendez-vous vendredi 5 juillet dernier au Centre culturel russe de Brazzaville. Pour la cérémonie de présentation-dédicace du roman «Paroles d'initiés» de Fourier Ngama-Ikounga, paru en 2014, aux Editions L'Harmattan-Congo. C'était en présence, entre autres, du directeur du Centre culturel russe, Sergey Belyaev.

Préfacé par le Pr Charles Zacharie Bowao, le coup d'essai de Fourier Ngama-Ikounga comprend 123 pages et se subdivise en quatre chapitres. Il raconte l'histoire d'un jeune diplômé sans emploi et orphelin, Ngoma. Qui doit affronter de nombreux écueils pour survivre, dans une ville à peine remise d'une effroyable guerre civile. S'imposent à sa conscience des questionnements sur l'humanité dont il part chercher des réponses: d'abord au village reculé de Makaka, auprès de son grand-père et du vieux sage, puis dans l'ancien Empire des pharaons, avant de faire la rencontre de Pandzou, un puits de science qui révèle, petit à petit, le cheminement authentique du monde visible et invisible…

Pour l'écrivain Ramsès Bongolo, la grande leçon à tirer de ce dialogue romancé est que l'homme noir, en adoptant les religions des autres, le christianisme en l'occurrence, a perdu son identité, sa propre culture.

«Voyage permanent entre l'essai et le roman, l'histoire et la science-fiction, le mythe et la métaphysique, ''Paroles d'initiés'' est une expédition de ressourcement, de retour sur la piste d'un passé à la fois méconnu, déformé, falsifié et en passe d'être oublié…Le caractère évolutionniste des théories de Fourrier Ngama Ikounga, le darwinisme et le lamarkisme plus ou moins sophistiqués de ces écrits font de cette œuvre un roman érudit qui étale toute une gamme de connaissances sur des civilisations extra-terrestres et humaines disparues à cause des déluges», a-t-il relevé. *«Mais, le problème avec les romans érudits, c'est qu'il y a bien longtemps que les inconditionnels des puits d'érudition que sont les livres d'aventure et de science-fiction se sont rendu compte qu'il est beaucoup plus facile d'évoquer la disparition d'une civilisation ou d'un continent jugé antérieur à l'Egypte, plutôt que d'en prouver l'existence (…) Au-delà du personnage central qui n'est qu'un prétexte, Fourrier Ngama Ikounga revisite l'histoire coloniale du Congo. Il met en lumière certaines zones d'ombre de cette histoire», a-t-il ajouté. Tout en relevant certains points sur lesquels l'auteur pourrait être contredit par le lecteur averti: «Les dirigeants coloniaux du Moyen Congo de l'AEF ont fait de Matsoua, contre leur gré, un martyr, un héros…»* (page 32).

L'auteur dédicaçant son oeuvre

Autre point discutable: *«Les Amicalistes ne se sont jamais constitués en secte politico-religieuse, car le mouvement matsouaniste, ce n'est pas l'œuvre des Amicalistes. Il fut créé par un homme qui n'avait ni connu Matsoua, ni fait partie de l'Amicale, ni entretenu un quelconque rapport avec les Amicalistes».*

Pour Ramsès Bongolo, des romans érudits comme ''Paroles d'initiés'', *«plutôt que de contribuer à l'éveil de l'Afrique, par l'Afrique et à travers l'Afrique, ne contribuent qu'à aliéner de plus bel les consciences avec des théories à cheval entre la guerre des étoiles et les mythes infantilisant les civilisations perdues, théories susceptibles de freiner l'élan et l'ardeur des lecteurs en quête de vérité, qui, bien souvent, n'ont pas la chance de tomber sur des réels détenteurs du savoir de la mystique égyptienne et du lien qui existe dans la spiritualité égyptienne et la spiritualité africaine, notamment kongo…»*

Le livre de Fourrier Ngama Ikounga est *«un trésor d'encyclopédisme, chose rare dans la littérature congolaise et africaine et pour laquelle je ne puis que tirer mon chapeau à Fourrier Ngama Ikounga, pour cette performance, qui, je l'avoue, m'a permis de sortir des sentiers battus que nous offrent au quotidien les littérateurs congolais»*, a-t-il conclu.

«Paroles d'initiés, c'est un livre de savoirs, un roman d'éducation, d'apprentissage. Quand on sort de ce livre, ça sera surprenant qu'on n'ait rien retenu, qu'on n'ait rien appris. Moi, j'ai énormément appris…Ce que j'ai aussi aimé: vous battez en brèche un certain nombre d'idées reçues, à propos de l'Egypte, berceau de l'Afrique…C'est un livre qui a un caractère encyclopédique. Je dirai également que c'est livre de culture; un livre très bien écrit qu'on lit avec plaisir. Ça devait servir de modèle aux jeunes qui s'essaient à la littérature ou qui aspirent à devenir écrivain», a, pour sa part, affirmé le Professeur des universités Mukala Kadima Nzuji. Tout en relevant l'omission par l'auteur de la question des langues dans la revendication identitaire.

Diplômé supérieur en logistique générale, hygiène, sécurité environnement et management politique, Fourrier Ngama Ikama est le directeur général de la société groupe Sirius.

Véran Carrhol YANGA

FESTIVAL N'SANGU NDJI-NDJI

La 15e édition a été une réussite, selon Pierre Claver Mabiala

Du 5 au 9 juin 2019, la ville océane congolaise a vibré au rythme de la quinzième édition du festival international des musiques et des arts N'sangu Ndji-Ndji. Pierre Claver Mabiala, directeur du festival, s'est dit satisfait de la prestation des artistes tant nationaux qu'étrangers qui se sont produits dans les différents sites retenus: l'Espace culturel Yaro, l'Institut français et le Stade Kokolo Kopa. Il le dit dans l'entretien à bâtons rompus qu'il nous a accordé.

** Président, quel bilan faites-vous au terme de la quinzième édition du festival N'sangu Ndji-Ndji ?*

Pierre Claver Mabiala

** Nous avons tenu cette quinzième édition dans un contexte économique très difficile. Plus de 70% de nos soutiens viennent du mécénat d'entreprises. Le défi qui était pour nous cette année, c'est celui de réduire l'événement tout en lui gardant sa qualité artistique qui est la force de sa programmation, tout en gardant la proximité du festival vis-à-vis des populations des quartiers. Nous avons eu, au total, douze groupes qui sont venus de sept pays étrangers. Ce sont, entre autres, la RDC, l'Angola, la France, le Mali, et le Gabon. Malgré le format réduit et le manque des moyens financiers, nous avons apporté la dimension professionnelle qui a permis à tous les artistes d'avoir des effets multiplicateurs pour la suite de leur carrière. Cette édition, grâce au partenariat que nous avons eu avec l'Institut français, nous avons fait des show-case avec sept groupes de la scène locale. Il y a eu aussi des speed meeting, des moments où les artistes se sont croisés pour échanger sur leurs projets. Nous avons eu des activités d'action culturelle avec les professionnels qui ont tenu des ateliers avec les enfants de Pointe-Noire. Par rapport au challenge qui était pour nous cette année, nous pouvons dire que le bilan est globalement positif, et nous sommes fiers d'avoir atteint 15 ans d'existence.

** Comment avez-vous apprécié la qualité de prestation des artistes ?*

** La qualité de la programmation n'a pas failli. Nous avons eu pour la première fois une artiste Angolaise Aline Frazao. Elle nous a fait découvrir des sons qui frisent un peu le Brésil et les Antilles. Le français Paloma Pradal nous a produit le flamengo, danse jamais vue à Pointe-Noire. C'était magique ! Le duo Mohamesd Sylla et Sefoudi Kouyate de Guinée/France a électrisé les foules avec leurs percussions qui faisaient sortir des sons mandingues. Le Malien Kore Yeelen a rappelé avec sa kora les anciens musiciens comme Salif Keita,Youssou Ndour. La Compagnie Taccems de la RDC qui travaille sur les traces de Wendo Kokosoy a fait pleurer les anciens mélomanes avec la rumba originale de la belle époque.

La dizaine de percussionnistes venus de Brazzaville n'est pas restée en marge de l'événement.

La Gabonaise Queen Koumb a, par sa voix suave, suscité l'admiration du public tout au long de ses productions.

Nous sommes satisfaits du travail produit par les artistes.

** Avez-vous eu des difficultés pour organiser cette édition ?*

**Bien sûr que oui ! La première difficulté est la crise économique et financière qui frappe nos mécènes qui n'ont pas bien répondu à notre cahier des charges. Nous avons eu des difficultés sur le plan administratif, au niveau des frontières et aussi, quelques soucis avec les hébergements. Mais, avec notre volonté de réussir, nous les avons quand-même surmontées. Qu'à cela ne tienne, la seizième édition va se tenir l'an prochain. Ce sera du 3 au 7 juin.

Propos recueillis par Equateur Denis NGUIMBI

JOURNÉE NATIONALE DU SPORT

Cette année, place à la prise en main des jeunes!

A l'occasion de la Journée nationale du sport célébrée dimanche 28 juillet 2019, le ministre Hugues Ngouelondélé a invité les acteurs du monde sportif à mettre l'accent sur la formation, afin de relancer le sport congolais dont les résultats sont mitigés, selon lui. Pour relever ce défi, le Gouvernement envisage, a-t-il déclaré, des réformes d'ordre structurel et organisationnel dans ce secteur.

Bon nombre de fédérations sportives ont organisé à cette occasion des ateliers de prise en main du sport de jeunes. A Brazzaville, ils se sont déroulés au Stade Massamba-Débat, en présence de Jacques Gambou, directeur de cabinet du ministre des Sports, et du 1er vice-président du Comité national olympique et sportif congolais, André Blaise Bollé.

La veille, le ministre a délivré un message dans lequel il insiste sur deux piliers essentiels: les réformes et la formation. Concernant particulièrement la formation, il estime

Des jeunes escrimeurs en action

que c'est *«une piste à explorer intensément pour relancer et contribuer à la préparation d'une génération sportive performante».* Et à propos de la prise en mains du sport de jeunes, *«il est prioritaire et indispensable de former les sportifs sur tous les plans, surtout il est surtout essentiel de les former jeunes en vue de disposer d'athlètes les mieux armés possibles»*, souhaite-t-il. C'est dans cette optique que cette année, l'action principale du département des Sports dont il a la charge de diriger est la relance des Jeux nationaux de l'Office national du sport scolaire et universitaire (ONSSU). Ils se tiendront à Ewo, dans la Cuvette-Ouest. «Ces jeux favorisent l'apprentissage, suscitent des vocations et facilitent la détection des talents», rappelle le ministre.

Dans les quartiers, dans les villages, bref partout il y a des jeunes gens et des jeunes filles non scolarisés capables aussi de s'épanouir et de rendre de grands services au pays. Pour y arriver, le ministre des Sports en appelle à *«l'implication active des acteurs du monde sportif»*, à travers un encadrement de qualité. Le Gouvernement ayant doté le pays d'infrastructures sportives de niveau international, *«il ne devrait pas y avoir d'obstacles insurmontables à la promotion de l'élite et au développement du sport»*, estime-t-il.

La Journée nationale du sport a été instituée par décret présidentiel en 2005. Elle est célébrée chaque dernier dimanche du mois de juillet. L'objectif est de fédérer l'ensemble des Congolais autour des bienfaits du sport et de la pratique sportive afin qu'il y ait de pratiquants supplémentaires chaque année.

G.-S.M.

SPORT ET SANTÉ

Une marche pour les 50 ans du FNUAP

Le FUNUAP a célébré ses cinquante ans et les quarante-sept ans de son installation au Congo, en organisant une marche sportive à Brazzaville, avec le soutien des ministères de la Santé, de l'Agriculture et de la Promotion de la femme.

Le départ de la marche a été donné par le ministre d'Etat Henri Djombo, au siège du ministère de la Santé. L'arrivée a eu lieu au siège du ministère de l'Agriculture. Elle a connu la participation des agents du FNUAP, du ministère de la Santé, du ministère de l'Agriculture, du ministère de la Promotion de la femme et des individualités.

Pour le représentant du FNUAP, Mohamed Ould S. El Moujtaba, cette marche a été un moyen d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les questions majeures de santé, d'éducation, etc.: *«Aujourd'hui, nous avons la présence de trois ministres à savoir le ministre d'Etat, les ministres de la Santé Jacqueline Lydia Mikolo et de la Promotion de la femme Nefer Bertille Ingani. C'est une opportunité pour faire passer les messages autour de la*

Les marcheurs des cinquante ans du FNUAP

prévention de l'importance des grossesses non désirées, la protection des femmes, la lutte contre le SIDA, etc.».

La ministre de la Santé a salué le dynamisme du partenariat avec le FNUAP: *«Le Fonds des Nations unies pour la population, accompagne le Congo depuis 47 ans dans la lutte pour l'égalité de la femme, pour les accouchements, pour les adolescents, dans la planification familiale, dans la santé de la mère et de l'enfant et dans la santé des personnes âgées… ».*

Le ministre d'Etat Henri Djombo a, pour sa part, rassuré que le Gouvernement continuera à militer en faveur des causes justes pour le bien-être des Congolais. *«C'est notre adhésion dans la défense des causes justes, ce programme des Nations Unies œuvre pour le bien-être des populations. Je félicite tous les marcheurs pour cette marche qui a été engagée du point de départ jusqu'à l'arrivée avec beaucoup d'enthousiasme, beaucoup de joie, d'engagement, avec endurance également. Je vous encourage à continuer à soutenir les causes justes comme le droit à la santé»*, a-t-il conclu.

Alain-Patrick MASSAMBA

Foot féminin

La Coupe du Congo, version dames, a atteint **aussi l'étape des demi-finales**. Mais elles sont des énigmes à résoudre. Lors de la manche aller, les quatre protagonistes n'ont pu se départager. Ils ont choisi plutôt le chemin du match nul vierge: Rayon du Soleil-Tula-ka-tula (0-0) et Club Espérance de Brazzaville-Epah Ngamba (0-0). La manche retour aura lieu jeudi 1er août.

FOOTBALL

Métier d'entraîneur: un siège éjectable!

Plusieurs entraîneurs présents en Egypte à la CAN 2019 ne seront pas au Cameroun à la CAN 2021 avec les équipes qu'ils dirigeaient. Ces hommes, des étrangers payés à coup de millions pour bon nombre d'entre eux, ont eu le malheur de connaître débâcle et amertume.

Finie ainsi la fanfaronnade de quelques ''sorciers blancs''. Certains ont claqué la porte du parc sans attendre qu'on le leur dise pour disparaître dans la nature. Comme pour échapper à d'éventuelles tracasseries. Mission précocement terminée. D'autres ont été limogés sans autre forme de procès.

Attardons-nous sur quelques cas. Hervé Renard, on se souvient, s'est longuement pavané en Zambie et en Côte d'Ivoire. On lui a attribué, à tort ou à raison, des victoires à la tête des Chipolopolo et des Eléphants. Il a voulu vendre son image de marque au Maroc en s'emparant de ses «Lions». Il a perdu et son pari et sa crinière. Il a «fui».

Clarence Seedorf, très optimiste, a voulu dormir, sans mérite, sur les lauriers d'une équipe camerounaise auxquels il était pourtant étranger. Il a perdu sa crinière et a été jeté dehors avec son adjoint, Patrick Kluivert.

Javier Aguirre, le sélectionneur mexicain de l'Egypte, dont l'équipe a été éliminée dès les huitièmes de finale, s'était d'emblée désigné comme seul «responsable» de cet échec. Le président de la Fédération égyptienne de football (EFA) a présenté «sa démission» et a «limogé» toute l'équipe technique dirigée par le Mexicain.

La Guinée de Paul Put a été éliminée aussi en huitièmes de finale par l'Algérie (3-0). Antonio Souaré, président de la Fédération, a affirmé que M. Put n'avait pas atteint l'objectif qui lui a été assigné et il l'a mis à la porte.

On touche du doigt, dès lors, l'un des obstacles majeurs au développement du football africain: l'instabilité chronique, érigée en force de loi, des entraîneurs. S'y greffe la préférence marquée pour ceux qui viennent de loin et qui n'ont parfois aucune connaissance du pays avec lequel ils signent leur contrat. Il est rare, en effet, qu'un gouvernement ou une fédération nationale confie pour longtemps les rênes de son équipe nationale à un enfant du pays qui a la même qualification que l'étranger. Le Sénégalais Aliou Cissé et le Congolais de RDC Florent Ibéngé sont des exceptions en Afrique. L'Algérien Belmadi a dû subir les foudres à la tête des Fennecs d'Algérie avant de connaître la joie et la consécration suprême. On ne voulait presque pas de lui quand il fut nommé. Aujourd'hui, il est adulé. Hommages mitigés pour l'entraîneur des Super Eagles, du Nigeria.

En vérité, les entraîneurs locaux sont dans la même position que la plupart des joueurs locaux. Ils sont compétents pour les matchs amicaux; mais pour les éliminatoires ou la phase finale, ils ne font plus l'affaire.

Nombreux pensent que le football africain fait fausse route. Les hommes providentiels sont rares. Et de toute façon, les meilleurs entraîneurs étrangers sont très chers, inaccessibles pour la plupart des fédérations africaines. Par conséquent, il conviendrait dès à présent, assurer la meilleure formation possible aux entraîneurs locaux compétents, et leur offrir la chance de se recycler, au moins une fois par an. En allant passer un minimum d'un mois, chaque année, dans un grand club européen ou latino-américain, afin de se tenir au courant des grandes évolutions en matière de préparation d'une équipe nationale.

Les fédérations africaines ont intérêt à signer des accords devant servir de cadre de coopération avec celles d'Europe ou d'Amérique latine, au service de leurs entraîneurs. Ce n'est pas en continuant de les éjecter, les uns après les autres, africains ou non-africains, que les résultats seront meilleurs. La seule stratégie qui vaut, c'est celle qui s'accomplit sur une longue période (trois ou quatre ans). Il s'agit des entraîneurs, mais aussi des arbitres africains!

Jean ZENGABIO

Coup d'oeil rétrospectif

Athlétisme. Record du monde pour Dalilah Muhammad, la championne olympique américaine! Elle a battu dimanche l'un des plus anciens records du monde de l'athlétisme féminin, celui du 400 m haies, lors des championnats des Etats-Unis à Des Moines (Iowa).

Basket-ball. La RDC a remporté le 27 juillet à Bamako, au Mali, l'AfroCAN, le championnat africain de basket masculin réservé aux joueurs évoluant sur le continent. Elle est même entrée dans l'histoire en étant la première nation à inscrire son nom au palmarès de la première édition de cette nouvelle compétition. En finale, la RDC a battu le Kenya (82-61).

Cyclisme. Le Colombien Egan Bernal (Ineos) a remporté, dimanche 28 juillet, la 106e édition du Tour de France devant le Gallois Geraint Thomas (Ineos). Il l'a gagné après le sprint de la dernière étape gagné par l'Australien Caleb Ewan (Lotto). À 22 ans et 6 mois, le premier Sud-Américain à inscrire son nom au palmarès est devenu le plus jeune vainqueur du Tour depuis un siècle. Le premier français, Julian Alaphilippe, s'est classé cinquième. La presse colombienne, mobilisée et très bavarde, s'est déchaînée. Elle a exulté et unanimement salué l'exploit qui rapporte à Bernal 500.000 euros (327.500.000 Francs CFA). Le pays entier réservera, sans nul doute, une grosse réception au héros, premier Colombien victorieux du plus prestigieux des tours cyclistes.

Volley-ball. Les Tunisiens restent les maîtres du volley-ball en Afrique. Deux ans après avoir mis fin à l'hégémonie égyptienne, les Aigles de Carthage ont conservé leur titre dimanche 28 juillet en battant le Cameroun en finale (3 sets à 2). C'est le 10e sacre de la Tunisie, nation la plus titrée du continent. Le Congo quant à lui a terminé à la septième place.

LIGUE DE FOOTBALL DU NIARI

Le vice-président Jean Eudes Prosper Mamouna en trois questions

Jean Eudes Prosper Mamouna est premier vice-président de la ligue départementale de football du Niari depuis le 10 mai 2010. Quelle longévité! Il a bien voulu répondre à trois questions.

Monsieur le vice-président, pouvez-vous nous présenter le tableau synoptique de votre ligue?

**Nous avions trouvé seize équipes. Aujourd'hui, nous en avons quinze qui participent aux compétions organisées par la ligue départementale. Chaque district doit avoir une sous-ligue, mais sur le terrain il n'y a que sept sous-ligues structurées. Chaque année, la sous-ligue de la commune de Mossendjo organise son championnat local. A Dolisie, actuellement se joue la phase retour du championnat communal. Il se déroule normalement, malgré les multiples reports dûs aux examens d'Etat. La presque totalité des équipes sont constituées d'élèves. S'il faut tenir compte de l'aspect financier, on n'organiserait rien dans ce département. Grâce à notre volonté, on essaie de faire bouger les

Eudes Prosper Mamouna

choses. A comparer avec la saison sportive dernière, le niveau technique de nos équipes est en train de s'améliorer au fur et à mesure que nous nous acheminons vers la fin du championnat en cours.

Le Niari a enfanté des stars du football: Paul Moukila ''Sayal'', Madingou ''Dolido'', Théodore Diamonika, Olongo ''Muller'', etc. Aujourd'hui, aucun joueur n'émerge du lot. Comment l'expliquez-vous?

Point n'est besoin de s'étonner. Hier, le joueur ne brûlait pas les étapes, contrairement à celui d'aujourd'hui. L'apprentissage se faisait d'abord dans la rue et par le mwana-foot, pour gravir petit à petit tous les échelons. L'étape suivante était le gros ballon, mais en commençant dans l'équipe B. L'entraîneur de l'équipe A le détectait là, et il pouvait enfin faire partie de l'équipe-fanion après avoir fait ses preuves. Cela n'existe plus. De nos jours, on va directement au gros ballon sans avoir maitrisé les fondamentaux de la discipline. Cette façon de faire ne permet pas de produire les joueurs de qualité.

Auriez-vous quelque chose à ajouter?

Notre ligue s'efforce d'organiser les compétitions. Nous sollicitons l'appui financier des autorités locales, afin de relever le défi. Avoir deux équipes en Ligue 1 nationale à l'instar d'A.C Léopards est notre objectif cette année.

Propos recueillis par **Equateur Denis NGUIMBI**

CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE (CNSS)

La Direction départementale de la Cuvette et de la Cuvette-Ouest dotée d'un siège moderne à Makoua

Vice-Premier ministre, chargé de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale, Firmin Ayessa a patronné vendredi 19 juillet 2019, à Makoua, dans le département de la Cuvette, la cérémonie d'inauguration du nouvel immeuble abritant la Direction départementale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) de la Cuvette et de la Cuvette-Ouest. C'était en présence du ministre d'Etat, ministre de l'Economie, de l'industrie et du portefeuille public, Gilbert Ondongo; du ministre délégué, chargé de la décentralisation, Charles Nganfouomo; du ministre du Travail, de l'emploi, de la protection sociale et de la formation professionnelle de la République Centrafricaine, Hugues Tchemeuni; du secrétaire exécutive de la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (CIPRES), Innocent Mackoumbou; des parlementaires, des préfets de la Cuvette, Christophe Tchicaya, et de la Cuvette-Ouest, Edouard Denis Okouya; du Directeur général de la CNSS, Evariste Ondongo; et des responsables des associations des retraités de la CNSS.

Le Vice-Premier ministre coupant le ruban symbolique

Une vue extérieure du nouvel édifice

Le splendide ouvrage qui, désormais, illuminera de sa beauté la ville de Makoua est érigé sur un terrain d'une superficie de 4 743m², titre foncier n°33 758.

La superficie totale bâtie est de 1 638 m², tous niveaux compris.

Il comprend:

-un bâtiment principal de type R+1 de 36,80m de longueur et de 22,89m de largeur;

-un local pour groupe électrogène;

-un parking aménagé pour le personnel et les visiteurs;

-une guérite;

Le bâtiment principal comprend:

-un hall d'accueil;

-un bureau du directeur départemental;

-trente-deux bureaux pour les chefs de service, chefs de section et le reste du personnel;

-une salle de réunion et une salle de formation;

-un réseau téléphonique interne;

-une vidéo surveillance intérieure et extérieure;

Le coût global des travaux exécutés par la société Elonda Baré, suivant marché n°0002/2017/MFBPP/DGCMP du 23 juin 2017, y compris l'ensemble des équipements, s'élève à 1 592 303 438 F. CFA, préfinancés à hauteur de 55% par le maître-d'œuvre et 45% sur fonds propres.

Le bureau de contrôle MC TEC a assuré le contrôle technique de cet ouvrage.

«Ce bel édifice, la ville de Makoua où se sont accomplis tant de faits historiques et qui a donné de nombreux cadres à notre nation, le mérite bien», a affirmé, en substance, Evariste Ondongo. Il a aussi salué l'ensemble de la population de Makoua et reconnu l'implication personnelle du Vice-Premier Ministre Firmin Ayessa, «lui-même fils de Makoua, dans la réalisation de cet ouvrage».

L'inauguration de l'immeuble abritant la Direction départementale de la CNSS de la Cuvette et de la Cuvette-Ouest intervient après celle de la Direction départementale du Kouilou et de Pointe-Noire, le 21 août 2018, par le Vice-Premier ministre Firmin Ayessa. Elle s'inscrit dans la dynamique constante d'amélioration et d'innovation voulue par la CNSS et traduit bien la volonté du Gouvernement et des organes de gestion de cette entreprise de mettre en œuvre l'un des engagements chers au Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Denis Sassou-Nguesso, à savoir: la modernisation de la protection sociale.

Dans la mise en œuvre de cet engagement du Président de la République, la CNSS a, en effet, inscrit son action à travers certains axes dont l'exécution d'une politique vigoureuse de proximité qui s'est traduite ces dernières années, par la construction sur toute l'étendue du territoire national, de nombreux édifices notamment:

-les deux immeubles R+2 chacun, des directions départementales du Pool à Kinkala et des Plateaux à Djambala ;

-l'ouverture officielle, à Brazzaville, des immeubles R+2 et R+1 abritant respectivement le centre informatique et l'agence de Talangai ;

-l'ouverture officielle de l'agence de Bacongo, à Brazzaville.

Dans le cadre de la poursuite de cette politique de proximité, la direction générale de la CNSS envisage de procéder, dans les tout prochains mois:

- à l'installation de la direction départementale de la CNSS de Brazzaville et du centre d'archivage moderne dans un nouvel immeuble R+2 acquis sur fonds propres, au centre-ville de Brazzaville;

- l'ouverture des agences de Moungali à Brazzaville, de Lumumba et de Tié-tié à Pointe-Noire ;

-au démarrage des travaux de l'immeuble R+1 devant abriter l'agence de la CNSS d'Oyo.

Bien que l'économie nationale soit aujourd'hui en proie à d'énormes difficultés, la direction générale de la CNSS ne cesse d'engager des actions fortes grâce auxquelles le régime qu'elle gère doit sa survie, entre autres:

-les fermetures et les gels des avoirs des entreprises et établissements des employeurs récalcitrants ;

-l'application des intérêts moratoires lors de la conclusion des plans d'apurement avec les employeurs débiteurs;

-l'application des dispositions de l'article 171 du code de sécurité sociale obligeant tout employeur, désireux de quitter le territoire national, à présenter le certificat de non-redevance des cotisations sociales à la frontière ;

-les campagnes de lutte contre le travail dissimulé ;

-l'extension de la couverture sociale aux populations actives non encore couvertes, afin de leur permettre de bénéficier comme tous les autres salariés de la couverture sociale.

Pour la petite histoire, la CNSS a vu le jour en 1956 et deux ans à peine, en 1958, l'agence de Makoua a été ouverte au public.

LE GÉANT EUROPÉEN DE L'ELECTRO MÉNAGER
VESTEL S'INVITE CHEZ VOUS!
GARANTIE 3ANS
MADE IN EUROPE MADE IN
32" HD
136 000 TTC
43" FULL HD
SMART NETFLIX
296 000 TTC
55" ULTRA HD 4K
SMART NETFLIX
593 000 TTC
VESTEL
9000 BTU 208 000 TTC
12 000 BTU 236 000 TTC
18 000 BTU 415 000 TTC
VESTEL
474 000 TTC
5 Kg 296 000 TTC
88L 177 000 TTC
BUROTOP IRIS
www.burotopiris.com
BZV Tél : 06 669 60 60
PNR Tél : 05 605 60 56